

*Le Front national,
entre extrémisme,
populisme et
démocratie*

Michel Wieviorka



Avec le soutien de:

Counterpoint est un groupe de recherche et de conseil. Nous utilisons des méthodologies empruntées aux sciences sociales pour analyser les dynamiques sociales, politiques et culturelles de notre époque. Nous aidons notamment entreprises et organisations à développer des solutions afin de concevoir des sociétés plus résilientes et plus prospères.



This book is available to download and re-use under a by-nc-sa Creative Commons license ported to UK law. This means that you are free to copy, distribute, display and perform the work, and make derivative works, in a non-commercial context, as long as you credit Counterpoint and the author and share the resulting works under an equivalent license.

See <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/uk/>

Le Front national, entre extrémisme, populisme et démocratie

Published by Counterpoint 2012
Some rights reserved

www.counterpoint.uk.com

ISBN 978-1-909499-00-3
Copy edited by Nathalie Vaillant
Series design by modernactivity
Typeset by modernactivity
Printed by Lecturis
Text & cover paper: Munkn Print White
Set in *Transport* & *Scala*



Michel Wieviorka

Remerciements	3
Introduction	5
1 La sortie des Trente Glorieuses et la matrice fondatrice du FN	15
2 Une nouvelle étape	23
3 Le «deuxième FN»	31
4 Le «deuxième FN», et après	55
Références	75
Notes	79

Remerciements

Je tiens à remercier Massoud Sharifi Dryaz, doctorant à l'École des hautes études en sciences sociales, qui a intelligemment constitué la documentation nécessaire à la rédaction de cet ouvrage.

Counterpoint souhaite remercier Open Society Foundations pour avoir apporté son généreux soutien au projet 'Recapturing Europe's Reluctant Radicals'.

Introduction

Qui aurait dit, en 1972, en période de croissance et de plein emploi, que le rassemblement hétérogène de quelques groupes d'extrême droite se dénommant «Front national» aboutirait cinquante ans plus tard, en 2012, en temps de crise, de chômage et d'inquiétudes généralisées, à un parti de droite capable de peser durablement dans le jeu politique français, au point de constituer une menace, peut-être mortelle, pour la droite classique ? Et qui l'aurait encore dit, en 2007 ou 2008, lorsque l'époque des succès électoraux inaugurée en 1983 semble achevée pour le Fn, dont beaucoup d'observateurs annoncent alors le déclin historique ?

La trajectoire de ce parti, durant le dernier demi-siècle, n'a pas été linéaire. Cela tient tout à la fois aux évolutions de la société française, et à celles du Fn lui-même, à commencer par le changement de génération que symbolise l'arrivée à sa tête de Marine Le Pen succédant à son père, Jean-Marie Le Pen au début de l'année 2011. Comprendre l'installation durable de cette force politique elle-même en changement implique d'analyser les transformations sociales, politiques, économiques et culturelles de la France : la sortie chaotique des Trente Glorieuses et les transformations qu'elle entraîne au sein du système politique notamment. Et cela exige d'examiner en profondeur les changements permettant au Fn de coller aux attentes d'un électoralat, qui lui-même évolue : ce ne sont pas toujours les mêmes qui, depuis trente ans, votent pour lui et, si son

argumentation comporte des constantes, à commencer par le thème de l'immigration, elle repose également sur des innovations – la référence au monde ouvrier, par exemple. Surtout, l'évolution du Fn doit beaucoup, ces dernières années, aux efforts de ses dirigeants pour le débarrasser des idéologies d'extrême droite qui l'ont fondé, et pour le démarquer de l'antisémitisme qui fut souvent sa marque de fabrique.

Se défaire de ce qui fut longtemps une composante essentielle de son idéologie pour devenir un parti respectable présente un coût, et modifie en profondeur son offre politique. Cet essai examinera ce qu'il en est.

Mais une autre perspective doit être envisagée : celle d'une transformation de la droite classique se ralliant à l'idéologie du Front national, y compris dans ses dimensions raciste et xénophobe. L'hypothèse d'un raz-de-marée «frontiste» déferlant à moyen terme sur une France tétonisée par la crise est-elle réaliste? Le Fn peut-il devenir le cœur d'une droite reconfigurée pour revenir aux affaires après un épisode de gauche inauguré par la victoire de François Hollande à la présidentielle de 2012? Rien ne permet de l'affirmer. Rien non plus n'interdit de l'envisager.

Populisme ou extrémisme? L'histoire et la sociologie du Front national procèdent à bien des égards de ces deux catégories. Celle de populisme est aujourd'hui privilégiée, du moins dans les médias. Synonyme alors de démagogie, elle invite à inscrire le Fn dans la lignée idéologique et politique d'épisodes qui le préfigurent peu ou prou. Ainsi, est fréquemment rappelé le «boulangisme», du nom du général Boulanger, dont la carrière politique, à la fin du XIX^e siècle, doit beaucoup à son nationalisme affiché et au soutien des bonapartistes et des monarchistes de l'époque. Puis, plus proche de nous, on évoque le «poujadisme» de Pierre Poujade, un mouvement lui aussi souvent xénophobe et antisémite, apparu au milieu

des années 1950, dans le contexte de la IV^e République déclinante, et fort du soutien de commerçants et artisans. Son antiparlementarisme parlait aux petites gens, il dénonçait les excès du fisc et critiquait les notables et les intellectuels. Le jeune Jean-Marie Le Pen en fut député.

Le recours à la qualification de populisme et à ses variantes, le national-populisme, selon le néologisme forgé par Pierre-André Taguieff¹ ou bien encore le néo-populisme, selon le titre de l'utile histoire du Fn proposée par Erwan Lecœur², pose plusieurs problèmes. Le premier tient au flou qui entoure ce terme: on ne sait jamais très bien si son usage correspond à une exigence scientifique, ou au sens commun ou journalistique. La littérature spécialisée regorge de livres et d'articles s'efforçant d'affronter ce problème. La deuxième difficulté réside dans le fait que le qualificatif de «populiste» est aujourd'hui disqualifiant. Il indique d'emblée un jugement de valeur négatif, vaguement méprisant, en tous cas inquiet, un *a priori* péjoratif orientant l'analyse dans un sens prédéterminé.

Par ailleurs, la référence au terme de populisme renvoie à une histoire qui convoque les *Narodniki* russes des années 1840-1880, marchant vers le peuple pour assurer la rédemption du pays à partir des campagnes; le *People's Party* des petits paysans du Sud, du Middle West et de l'ouest des États-Unis, en lutte contre la haute finance et les grandes compagnies et plaidant pour le bimétallisme; les mouvements et les régimes des années 1930 à 1960 dans toute l'Amérique latine; etc. Mais ces acteurs sont fort différents les uns des autres. Il est hasardeux d'en proposer un concept fédérateur, selon l'expression d'Alexandre Dorna³. Situer principalement le Fn dans leur sillage, c'est risquer de passer à côté de bien des spécificités des uns et des autres. Et, comme le souligne Annie Collovald avec détermination⁴, c'est aussi minimiser d'autres lignées historiques, le fascisme, le

pétainisme et Vichy, l'OAS, l'appel à une violence qui, contrairement à celle des *Narodniki* ayant viré au terrorisme, ne peut prétendre en aucune façon être émancipatrice, c'est gommer le caractère d'extrême droite du Front national.

Le populisme, de surcroît, renvoie à l'idée de peuple, catégorie elle aussi confuse et profondément ambivalente, comme le montre *Le Peuple existe-t-il?*, les actes du colloque que j'ai dirigé : le peuple est à la fois une totalité, et une partie de celle-ci, il est la nation dans son ensemble, et les «petits» contre les «gros» ; il est capable du meilleur, mais aussi du pire ; il peut annoncer la démocratie, mais aussi la détruire, se révéler pré-démocratique, ou post-démocratique, être plus ou moins actif, ou passif...

Inscrire le Front national dans la seule catégorie du populisme, ou du national-populisme, en fait de droite, incite à rechercher son éventuel pendant social à gauche et à examiner l'expérience en réalité fort récente du Front de gauche, rassemblement du Parti communiste avec d'autres acteurs de la «gauche de la gauche», sous la direction de Jean-Luc Mélenchon. Ce n'est absolument pas utile pour comprendre le FN, et cela crée l'image contestable d'une symétrie.

Enfin, ne négligeons pas la vertu singulière de cette catégorie de populisme qui incite, comme le suggère Sandra Laugier, à réfléchir à ce qu'est la démocratie – «du point de vue d'une politique de l'ordinaire, où chacun doit se débrouiller pour trouver la voix de son expérience, et la faire entendre, l'accusation de populisme, exactement comme celle d'élitisme, est bienvenue : c'est bien dans ce paradoxe que se réinvente la question de la démocratie»⁵.

Ne faut-il pas plutôt inscrire le FN dans l'histoire de l'extrême droite en France ? Il convient alors de partir de plus loin encore dans le temps, et de remonter à la période révolutionnaire et à la contre-révolution, comme

le suggèrent Michel Winock ou Peter Davies⁶. Mais il est douteux que l'on puisse réduire le Front national à l'image de l'extrême droite. Il en relève, certes, mais cela suffit de moins en moins pour le définir convenablement, tant il est engagé aussi, on le verra, dans une stratégie de respectabilité et de légitimité démocratique visant à sa «désidabolisation».

Toujours est-il qu'il est possible de dater avec précision la naissance du FN et, non sans quelque écart par rapport à la réalité historique, d'en attribuer la paternité à Jean-Marie Le Pen, son président jusqu'en janvier 2011. Né en 1972, sous l'appellation de Front national pour l'unité française (FNUF), ce parti est à l'origine un rassemblement hétéroclite préparé dès 1969 par Alain Robert, qui entra en conflit avec, dès sa création. S'y retrouvent des monarchistes, d'anciens collaborateurs des nazis, des catholiques traditionalistes, des maurassiens, des anciens de l'OAS, des contre-révolutionnaires. Il constitue une synthèse de «petits groupes isolés, sectaires, totalement coupés de la réalité, enfermés dans des querelles de chapelle où les questions de personnes et les rancunes mesquines prennent sur l'action politique», écrivent, en juin 1972 à l'occasion de leur deuxième congrès, les responsables d'Ordre nouveau – à l'origine du FN – qui font scission dès sa naissance. Dans les années 1970, participeront à ce mouvement des personnalités aussi différentes que François Brigneau, Jean-Pierre Stirbois, Roger Holeindre, Pierre Bousquet, Gérard Longuet, des collaborateurs comme Roland Gaucher et Pierre Bousquet (un ancien de la division SS Charlemagne). On peut encore citer François Duprat, passé de Jeune nation, un groupe d'extrême droite créé par Pierre Sidos dans le sillage de l'OAS à Occident, puis à la Fédération des étudiants nationalistes et à Ordre nouveau. C'est Duprat qui soufflera à Jean-Marie le Pen, l'expression : «un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés en trop», avant d'être assassiné en 1978.

Le Front national demeure groupusculaire sans emprise sociale ni politique réelle, jusqu'en 1983. À cette date, l'élection municipale de Dreux est l'événement majeur qui marque son véritable démarrage. Pour la première fois, le parti effectue une percée électorale, sur la base d'une alliance locale avec la droite. La liste du FN, incarné sur place par Jean-Paul Stirbois, qui avait déjà obtenu 12,6 % des suffrages exprimés lors des élections cantonales de 1982, acquiert 16 % au premier tour et fusionne avec celle du RPR Jean Hieaux, qui devient maire. Ce commencement s'opère dans un contexte de renouveau idéologique qui doit beaucoup au Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE) et au Club de l'Horloge, les clubs intellectuels de la « Nouvelle droite » – on dirait aujourd'hui : ses *think tanks*.

Dès lors, le FN, devient une force avec laquelle il faut compter, et les élections qui scandent ensuite la vie politique française suscitent à chaque fois questionnements et débats relatifs à sa progression. En 1984, il obtient 10 élus au Parlement européen; en 1986, grâce au suffrage à la proportionnelle introduit par François Mitterrand, il compte 35 députés à l'Assemblée nationale. En 2002, malgré la scission survenue en 1998 avec le départ du numéro 2 du parti, Bruno Méret, qui crée le Mouvement national républicain, Jean-Marie le Pen se qualifie pour le second tour de l'élection présidentielle, avec 16,86 % des voix. C'est un choc, d'abord à gauche, puisque le candidat socialiste, Lionel Jospin, se retrouve éliminé. En 2007, par contre, le score de Jean-Marie Le Pen à l'élection présidentielle n'est plus que de 10,44 % des suffrages, et les résultats aux élections suivantes indiquent un repli, voire un déclin. Mais cette tendance s'inverse à partir de 2010, avec 11,42 % aux élections régionales, des résultats satisfaisants aux cantonales de 2011, et un score de 17,90 % des voix pour Marine Le Pen à la présidentielle de 2012.

Il faut tirer quelques leçons de ces indications encore élémentaires. La première est que contrairement au « boulangisme » ou au « poujadisme », le FN est inscrit dans la durée, capable de survivre à des changements importants, tant internes (scission de 1998 ou succession en 2011), que dans son environnement politique, social, culturel car, en trente ans, la société française s'est considérablement transformée. La deuxième leçon est que le Front national se distingue des autres mouvements d'extrême droite ou des fascismes par son souci de participer aux affaires en suivant le respect des règles démocratiques et en se montrant disposé à des compromis et à des accords. Il s'agit, dit Jean-Marie Le Pen en présentant les listes du FN au journal télévisé de 20 heures, le 3 novembre 1972, de se plier « aux méthodes démocratiques » et de présenter des orientations plutôt modérées. C'est pourquoi, nombre d'analystes préfèrent parler de « droite radicale ». L'adjectif « populiste » n'en demeure pas moins souvent appliqué. Mais, en règle générale, le populisme ne s'installe pas durablement, c'est plutôt un moment, une configuration qui correspond à un état singulier d'une société. Ce n'est pas le cas avec le Front national.

Classiquement, l'analyse politique est bornée par deux points de vue opposés et particulièrement contrastés. À une extrémité, elle considère que l'action, les partis, leurs leaders et leurs militants relèvent de logiques autonomes, proprement politiques, inscrites dans le fonctionnement de systèmes ayant leurs règles particulières; ceci est surtout vrai en France, où le pouvoir d'État exerce une fascination bien plus considérable que dans d'autres sociétés. Et, à l'autre extrémité, l'action, les partis, etc., ne se comprennent pas sans référence à la société concernée, aux demandes, aux problèmes, aux attentes qui font la vie collective, et dont ils assurent ou non le traitement – et, pour comprendre ces demandes, il faut examiner la société elle-même.

Ces deux perspectives, sans s'exclure nécessairement, sont éloignées l'une de l'autre. Ainsi, il est possible d'imputer l'essor du FN, depuis les années 1980, à une crise du système politique dans son ensemble, ou à celle d'une de ses composantes classiques, la gauche ou la droite. Mais de telles tensions doivent elles-mêmes être expliquées, ce qui implique de prendre en compte les transformations sociales générales qui sont déterminantes dans les premiers succès du Front national, comme dans ceux de la période plus récente.

L'histoire du FN, ne serait-ce qu'à partir des quelques chiffres présentés plus haut, nous invite, et c'est une autre leçon, à circuler entre ces deux perspectives qui balisent l'espace de la réflexion sur ce phénomène. Et, puisqu'il y a eu un creux, au moins électoral, dans cette histoire et qu'il est possible de distinguer l'époque des premiers succès de celle des réussites récentes, nous devrons examiner les transformations générales de la société française comme celles de son système politique à la lumière d'une hypothèse forte: celle d'une mutation, ébauchée entre 1972 et 1983, ayant connu deux phases principales, l'une de sortie des Trente Glorieuses, à partir de 1973, et l'autre, plus récente, dominée par la mondialisation et l'aggravation du marasme économique et social déclenché en 2008 par la crise financière. Cette périodisation n'est pas particulièrement originale, elle s'apparente, par exemple, à celle de Dominique Reynié distinguant trois Front national: la fédération d'extrêmes droites lui donnant naissance; le «parti personnel» de Jean-Marie Le Pen, objectivement aidé par la stratégie de François Mitterrand, qui demande aux responsables de la télévision publique de recevoir plus souvent le candidat du FN et agite le thème du vote des immigrés ou introduit la proportionnelle en 1986; et le FN né, entre 2002 et 2007, de la crise et de la «mort du parti lépéniste» et dont le «populisme patrimonial» se réclame

de valeurs de libertés et accélère une conversion qu'il qualifie d'ethno-socialiste, à la fois sociale et nationale⁷.

La sortie des Trente Glorieuses et la matrice fondatrice du FN

La grande mutation

En 1972, quand le Front national est créé, la France est constituée de trois composantes principales relativement intégrées. D'abord, une société industrielle avec des entreprises et des rapports de production dominés par le taylorisme, caractérisée par une croissance soutenue et un taux de chômage très faible; ensuite, un État républicain assurant sans critique majeure ses fonctions de solidarité, de service public, d'État-providence ou d'éducation; enfin, une nation qui, après la décolonisation, se vit encore comme puissante ou centrale. Le pays s'est reconstruit, après la Seconde Guerre mondiale, en faisant largement appel à une main d'œuvre immigrée qui occupe surtout des emplois non qualifiés. Après le célèbre appel de l'Abbé Pierre (1^{er} février 1954), une politique ambitieuse de construction de logements sociaux a amené la construction de nombreux quartiers d'habitat populaire, qui assurent des conditions décentes de logement à la population ouvrière et aux couches moyennes. Mais la fin des Trente Glorieuses se profile.

On peut dater le tournant du choc pétrolier de 1973, quand les pays producteurs ont augmenté soudainement les prix du baril. Dans ce contexte, l'industrie commence à prendre quelque distance avec le taylorisme et à modifier ses formes de management et d'organisation du travail. Les ouvriers non qualifiés cessent d'être aussi massivement nécessaires à la production, et les forteresses ouvrières entament leur déclin historique. Le chômage

fait son apparition, on commence à s'inquiéter de la dualisation de la société française, dite parfois «à deux vitesses», tandis que le syndicalisme, et donc le mouvement ouvrier, entre dans une phase de grandes difficultés et de perte d'adhérents. Les «banlieues», et surtout les «banlieues rouges» tenues par le Pcf, avaient constitué un formidable progrès social. S'y mêlaient couches moyennes et populaires, avec de réelles capacités de mobilisation associative et politique : elles se transforment. L'immigration tient une grande place dans ces changements. Elle passe, en effet, assez brutalement d'une logique de travail – l'immigré vient seul en France pour y travailler, faire des économies et rentrer au pays – à une logique de peuplement – grâce au rassemblement familial, voté en 1976, il peut faire venir femmes et enfants en France, et est appelé à s'y intégrer. Les couches moyennes et, de façon plus générale, tous ceux qui en ont les ressources, quittent les HLM, les uns pour retrouver les centres-villes qui s'embourgeoisent, d'autres pour des pavillons, des résidences ou des lotissements. Dès lors, dans certains quartiers populaires, une spirale se met en place, les familles immigrées sont de plus en plus nombreuses à s'y installer, tandis que s'évanouissent les rêves de mixité sociale et que disparaissent les dynamiques de mobilisation sociale ou politique.

Les Trente Glorieuses ont été des années de modernisation et de croissance portées par un État plutôt interventionniste. Elles ont accéléré la crise des identités locales ou régionales déjà affaiblies depuis longtemps, et que l'accroissement des ressources, l'essor du tourisme ou les achats de résidence secondaire dans certaines régions comme le Sud-Est, par exemple, n'ont pu qu'exacerber. Cette époque est aussi celle où la construction européenne se précise, contribuant à renforcer des inquiétudes identitaires comme c'est le cas en Alsace.

Les premiers succès du Fn

Dès lors, les conditions des premiers succès du Front national sont réunies. L'immigration était auparavant ou bien appelée à être assimilée – il s'agit des flux plus ou moins anciens en provenance notamment de Pologne, d'Italie, d'Espagne, du Portugal – ou bien, en particulier avec les Maghrébins, à revenir au pays. Or, voici que ces derniers ou leurs enfants deviennent français et peuplent les quartiers populaires. Le racisme se transforme, visant non plus tant les «travailleurs immigrés» que les «beurs» et les «beurettes», les Arabes et, bientôt, les musulmans qui vivent et vivront en France. Il devient «différentialiste» disent les spécialistes, mais aussi les intellectuels de la Nouvelle Droite qui contribuent au renouveau idéologique du Fn. Il entend marquer le caractère irréductible des différences culturelles ou religieuses des Arabes ou des musulmans accusés de ne jamais pouvoir s'intégrer, bien plus qu'il s'efforce d'inférioriser ses victimes dans les rapports de travail. Le Front national se développe, je l'ai montré dans *La France raciste*⁸, au sein des quartiers populaires, ou à partir d'eux, là où des «pauvres blancs» n'ont pas pu déserter pour un habitat socialement plus gratifiant, là aussi, où le fait de quitter le HLM est coûteux et exige d'importants sacrifices tandis que l'on est convaincu qu'«ils» (les Arabes, les immigrés) vivent bien en abusant de l'État, des aides sociales ou en trafiquant la drogue. Il se développe également dans des zones où paradoxalement, il n'y a aucun immigré mais où la phobie de leur présence est grande, où la situation économique n'est pas vraiment mauvaise et où l'ouverture à l'Europe et au monde semble menacer les équilibres locaux. Le ressentiment, l'inquiétude, la haine s'alimentent aussi de l'insécurité qui règnerait dans les quartiers populaires et des incivilités qui rendraient la vie impossible – tous thèmes qui trouvent un écho croissant dès la fin des années 1970.

En même temps que la société industrielle se décompose, le modèle républicain commence à se fissurer, d'autant que les idéologies libérales ont le vent en poupe avec Ronald Reagan et Margaret Thatcher comme figures de proue. Mais le Fn ne s'intéresse guère à l'idéal républicain et, à son début de crise, il demeure plutôt attaché à la critique de l'État redistributeur et providence.

Sur les thèmes de l'immigration et de l'insécurité, le «premier» Front national perçoit les transformations de la société et en propose un traitement politique qui s'éloigne des catégories classiques de l'extrême droite. Il a conscience des changements de l'immigration maghrébine, passée du travail au peuplement, bien avant le rapport Hessel qui en proposera l'analyse documentée⁹. Il saisit la présence de l'islam, avant même que Gilles Képel publie *Les Banlieues de l'islam*. Il capitalise la peur et la haine liée au sentiment d'insécurité que la France a découverte avec les premiers «étés chauds», les «rodéos» et autres pratiques de violence urbaine, ou bien encore dans les conduites de la «galère» des jeunes en survie, pour reprendre le titre du livre de François Dubet¹⁰.

Ce «premier Fn» ne rompt pas pour autant avec les catégories héritées directement de l'extrême droite. Il est antisémite, xénophobe, perméable aux idéologies maurassiennes ou pétainistes, et reprend même à son compte le négationnisme de Robert Faurisson, pour qui les chambres à gaz d'Auschwitz sont une invention des Juifs. Jean-Marie Le Pen fonctionne alors sur le mode du scandale et de la provocation, s'en prenant un jour à des journalistes juifs, un autre aux «sidaïques» – «une espèce de lépreux [...] en phase terminale» –, faisant d'Auschwitz «un point de détail» de la Seconde Guerre mondiale, s'autorisant un mauvais jeu de mots sur un ministre («Durafour-crématoire»), etc. Par ailleurs, le Fn n'a pas rompu avec le poujadisme, il veut le

désengagement de l'État, la disparition de l'impôt sur le revenu, la suppression de postes de fonctionnaires.

À partir de 1983, le Front national met donc en scène politiquement les changements qui modifient la sociologie du pays, sans délaisser les catégories sociales, les commerçants, les artisans qu'a malmenés la modernisation des Trente Glorieuses. C'est un grondement sans structuration réelle, sans l'organisation partisane ni l'enracinement local qui lui permettraient d'être porteur d'espoirs pour ceux dont il exprime les frustrations, les peurs et les ressentiments. C'est un élan sans réel rôle politique, puisque, sauf à de rares moments, il ne débouche pas sur des fonctions électives. Les seules occasions où le Fn pourra s'installer durablement dans les institutions sont les élections européennes, alors même qu'il est nettement anti-européen.

Le contexte proprement politique des années 1980 est bien particulier. D'une part, la gauche au pouvoir à partir de 1981 perd assez vite son dynamisme idéologique; le communisme est entré dans sa phase de maladie sénile et il ne s'en remettra pas; le socialisme opère soudainement le tournant de la rigueur en mars 1983, ce qui l'éloigne de bien des aspirations populaires. D'autre part, la droite, sonnée par l'échec de Valéry Giscard d'Estaing, pourtant voulu par une partie de ses propres leaders, peine à se reconstruire idéologiquement et politiquement. Et, en 1986, François Mitterrand en introduisant une dose de proportionnelle dans les élections législatives, institutionnalise de fait le Fn dispose alors de 35 députés au Parlement avec pour effet immédiat d'affaiblir la droite classique.

Ainsi, le Front national entre-t-il dans le système sans pour autant rompre avec la radicalité d'un leader qui s'oppose aux forces du même système – «la bande des quatre» dénonce-t-il fréquemment en visant le Pcf, le Ps, l'Udf et le Rpr, les quatre partis politiques classiques.

Il gère de la sorte une tension entre les scandales qui lui assurent une visibilité médiatique, et la participation au jeu démocratique des élections, entre un extrémisme qui ne peut que le radicaliser et l'exclure du jeu politique «normal», et un souci de respectabilité qui devrait en faire un parti pour lequel il peut être légitime de voter. Contrairement à une idée qui circule alors beaucoup, le Fn n'est pas un parti violent, putschiste; il veut réussir par la voie électorale. Son idéologie comporte des éléments venus de l'extrême droite, sa pratique l'en éloigne. Et, lorsque des violences sont commises par des acteurs d'extrême droite, il n'en est le plus souvent pas directement responsable, bien que les médias ou la classe politique classique n'hésitent pas à les lui imputer: les violences des *skinheads* ou des néonazis ternissent son image et perturbent sa stratégie, même si elles sont rendues possibles du simple fait de son existence mais aussi parce qu'il les mobilise pour assurer son service d'ordre à l'occasion d'une de ses manifestations, par exemple. Ainsi, en 1995, lors du 1^{er} mai que le Fn aime à commémorer devant la statue de Jeanne d'Arc à Paris, un jeune Marocain meurt noyé dans la Seine, poussé par des *skinheads*. Et, en 1990, lorsque la profanation de tombes du cimetière juif de Carpentras soulève une immense vague d'indignation, elle est largement imputée au Front national, par la gauche mais pas seulement, et dans les médias, jusqu'à ce qu'en 1996, un des quatre néonazis auteurs de cet acte avoue.

Une nouvelle étape

La déstructuration du modèle français

Dans les années 1980 et 1990, la déstructuration du modèle français est à l'œuvre dans toutes ses composantes.

La France est de moins en moins une société industrielle, organisée à partir du conflit structurel opposant les maîtres du travail au mouvement ouvrier. Elle perd peut-être même sa qualité de société, tant sont puissantes les forces de l'individualisme et les logiques d'une mondialisation que les Français découvrent tardivement et avec bien plus d'appréhension que les citoyens d'autres pays européens. La République est en crise dans toutes ses institutions: école publique, État-providence, armée de conscrits, services publics. Le FN ne s'aventure guère sur les registres social et républicain. Il ne s'adresse pas spécialement aux ouvriers victimes de la fin de l'ère industrielle, sauf pour affirmer que leurs malheurs sont à imputer aux immigrés qui occuperaient indûment l'emploi des Français; il ne regrette aucunement le déclin des institutions républicaines. Il s'intéresse avant tout à la Nation et à l'identité nationale, à l'homogénéité culturelle et ethnique ou raciale du corps social, que menaceraient les immigrés ou les Juifs, il demeure comme viscéralement anticomuniste.

Dans les années 2000, la mutation continue avec sa face sombre mais, aussi, ses dimensions positives et constructives lorsque, par exemple, les idées écologistes progressent et apportent des solutions possibles à certaines des difficultés du moment. Non seulement, le

mouvement ouvrier s'affaiblit, mais le monde ouvrier lui-même disparaît, en tous cas des médias et de toute visibilité. Les «banlieues» ne connaissent pas seulement des difficultés, et des violences somme toute limitées à une commune ou un quartier. Elles deviennent des ghettos, comme celui d'Angoulême qu'étudie Didier Lapeyronnie dans *Ghetto urbain*. En octobre-novembre 2005, trois semaines d'émeutes agitent toute la France. L'immigration n'est plus réductible aux images d'un passé qui s'éloigne, quand des migrants venus d'autres pays d'Europe s'intégraient et même s'assimilaient et que les «travailleurs immigrés» arabes ne pensaient qu'à rentrer au pays; mais elle ne se résume pas davantage aux images des années 1980 et 1990. Elle est de plus en plus complexe, diversifiée, bien au-delà des seules origines maghrébines des «beurs» et des «beurettes» – des expressions d'ailleurs délaissées aujourd'hui.

Ainsi, le pays prend conscience de réalités nouvelles, ou qu'il ne percevait guère. Les migrants, par exemple, se contentent souvent de transiter par la France, sans vouloir s'y installer, comme le démontre l'expérience de Sangatte, cette petite commune du Pas-de-Calais où se situe l'entrée du tunnel sous la Manche: qu'ils se soient retrouvés dans le centre d'accueil de la Croix Rouge, ou qu'ils errent dans les environs depuis sa fermeture en décembre 2002 par Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, ils n'ont qu'un rêve, passer en Grande-Bretagne et, de là, peut-être aller vers d'autres horizons. D'autres circulent sans se fixer dans des espaces devenant trans- ou supranationaux, comme les «fourmis», ces nomades de l'économie souterraine que décrit Alain Tarrius dans *La Mondialisation par le bas*. Nombre d'entre eux deviennent des binationaux, et les dimensions diasporiques des phénomènes migratoires sont de plus en plus conséquentes.

Les origines géographiques et nationales des migrants se sont considérablement diversifiées, incluant

en particulier l'Asie et l'Afrique subsaharienne. Enfin, la France est aussi un pays d'émigration – près de 1600 000 de nos concitoyens étaient inscrits sur les registres officiels des Français à l'étranger à la date du 31 décembre 2011.

L'hétérogénéité des origines des migrants est une source essentielle de la «diversité» de la France qui désormais fait débat, le mot devenant souvent un euphémisme pour parler de la fragmentation des identités. Elle n'en est pas la seule. Les différences peuvent en effet être aussi culturelles, liées à la sexualité et aux mœurs ou religieuses – l'islam, en tout premier lieu, mais aussi, notamment, plusieurs variantes du protestantisme importées des États-Unis via les Antilles, l'Afrique ou l'Amérique Latine: pentecôtisme ou évangélisme, par exemple. Dès lors, le racisme lui aussi se diversifie. Il retrouve autour de la question noire des aspects classiques, liés très directement à la couleur de peau, que les analyses du «differentialisme» des années 1980 croyaient en déclin. Il se fragmente, chaque groupe minoritaire étant susceptible d'être à la fois victime et acteur de racisme. L'antisémitisme lui aussi évolue; il est de moins en moins la marque principale d'une France catholique et de droite et d'un nationalisme soucieux de la pureté de l'être collectif français, de même qu'une expression pervertie d'un anticapitalisme de gauche. Comme le montre mon enquête *La Tentation antisémite*, l'antisémitisme contemporain trouve les sources de son renouveau dans le refus de l'existence même de l'État d'Israël ou de sa politique et pénètre des milieux issus de l'immigration notamment maghrébine, soit par identification à la cause palestinienne, soit par antioccidentalisme, anti-américanisme et, finalement, sous la forme d'une adhésion à un islamisme plus ou moins radical. Symétriquement, la haine ou la hantise de l'islam se propagent et se rencontrent dans toute sorte de milieux. L'islamophobie n'épargne pas les Juifs de France.

En 2007, se font sentir les premiers signes de la crise financière qui, à partir des États-Unis, va affecter de nombreux pays, à commencer par ceux d'Europe. La mondialisation mais aussi la construction européenne sont alors vivement critiquées, et le nationalisme anti-européen trouve là de quoi se renforcer partout sur l'échiquier politique. Les Français ont toujours été divisés sur ce sujet. Le spectacle donné par l'Europe avec la Grèce et le débat qui s'ouvre sur son éventuelle sortie de la zone euro, ne peut qu'affaiblir le camp des tenants de l'intégration européenne et aller dans le sens des orientations protectionnistes et nationalistes du FN qui va pouvoir en jouer.

Les difficultés des partis en place

Plus se rapproche l'élection présidentielle de 2012, plus la droite classique peine à se montrer cohérente. Alors même que la gauche, sous l'impulsion de Martine Aubry, se remet du choc qu'avait été pour elle l'échec de Lionel Jospin en 2002, la droite est sous tension entre deux logiques incompatibles. Les uns entendent reprendre à leur compte les principales idées du FN de façon à capter son éventuel électoralat, les autres, au contraire, veulent continuer à marquer leur distance. Le Front national va pouvoir jouer avec cette tension, et ses résultats politiques devront beaucoup à la crise idéologique de la droite classique.

Les contradictions ou les oscillations de Nicolas Sarkozy sont spectaculaires et révélatrices de cette tension particulièrement visible sur des enjeux liés à l'identité nationale, à l'immigration, aux différences culturelles ou à l'islam. En 2003, il est favorable aux quotas, et se fait fort de nommer un musulman préfet. En 2006, il déclare dans *le Parisien*: «j'aimerais qu'on me dise pourquoi il serait normal de faire de la

discrimination positive pour les femmes et les handicapés, et pourquoi ce serait anormal pour les compatriotes de couleur»¹¹. En 2008, il envisage d'introduire le mot «diversité» dans le préambule de la Constitution. Mais, en 2007, en pleine campagne pour l'élection présidentielle, il annonce la création d'un ministère en charge de l'identité nationale, thème sur lequel il récidive en lançant en 2009 un débat indigne et mal préparé. Puis, à plusieurs reprises, il s'en prend au multiculturalisme, à l'immigration, aux Roms, aux communautés en des termes identiques à ceux du FN. Une illustration caricaturale de cette tension qui met à mal en profondeur la droite classique est donnée par la ministre Nathalie Kosciusko-Morizet. Dans un livre de combat contre le Front national, elle commence par s'en prendre aux «intellectuels de gauche» qui, selon elle, voudraient «faire croire qu'entre droite et extrême droite la porosité serait naturelle»¹², et se retrouve, quelques mois plus tard, porte-parole du candidat Nicolas Sarkozy pour l'élection présidentielle de 2012 – un candidat dont elle véhicule alors nécessairement la stratégie néo-frontiste.

L'ensemble du système politique semble en grande difficulté lorsqu'il s'agit de faire face à la crise financière, mais aussi économique et sociale. Dans tout le pays, le sentiment vif d'une impuissance des acteurs politiques classiques alimente les tendances à la «post-démocratie», dans laquelle les formes de la démocratie sont respectées, mais où le pouvoir est en réalité dans les mains des leaders politiques, des partis, des médias, des experts et des instituts de sondage. L'abstention électorale est une conséquence de cette situation: elle n'est pas seulement la marque d'une marginalité, celle des défavorisés, victimes d'une sorte de suffrage censitaire non-dit, des jeunes les moins éduqués de banlieue ou du monde rural, des personnes âgées et isolées, des Noirs, etc. Elle est aussi le fait de citoyens qui, par leur refus de voter,

entendent exprimer une position, en particulier chez les jeunes. Elle a une signification politique. Des journalistes, surtout lorsqu'ils suivent l'actualité locale, et des spécialistes de la sociologie électorale soulignent que les mêmes variables jouent un rôle décisif dans l'abstention, et dans le vote FN. «Une vague Front national dans le désert des urnes» titre *Nord-Éclair*, le 21 mars 2011, avant de préciser le 29 mars 2011: «Le FN de plus en plus haut, la participation de plus en plus basse». «Montée du FN et abstention massive» titre *le Progrès* du 22 mars 2011. «Nous pouvons suggérer que l'abstention forte sur des scrutins secondaires comme celui de européennes de 2004, écrit Christèle Marchand-Lagier, peut s'accompagner d'un vote FN fort sur les scrutins présidentiels qui précédent ou qui suivent ces scrutins secondaires. Cela ne semble pas être le cas pour les autres partis»¹³. La hausse du Front national n'est pas due à celle de l'abstention, mais l'une et l'autre procèdent de sources au moins en partie identiques.

Ainsi, à partir de la deuxième moitié des années 2000, aussi bien les changements économiques, sociaux et culturels du pays que les difficultés propres au système politique ouvrent un espace au Front national, du moins dans la mesure où il en évalue la portée et sait trouver les mots qui lui permettront de capitaliser les peurs, les frustrations, le ressentiment ou la déréliction qui taraudent des pans entiers de la population.

Usure de la matrice fondatrice du Front national, déclin personnel de Jean-Marie Le Pen, montée en puissance de Nicolas Sarkozy, notamment par son élection à la tête de l'État en 2007 – avec un discours à bien des égards séduisant pour l'électorat classique du FN? –, le parti semble bien en peine de faire face à la nouvelle situation. Jean-Marie Le Pen n'obtient que 10,44% des voix à la présidentielle de 2007 (6 points de moins qu'en 2002), et son parti s'effondre aux

législatives qui s'ensuivent, avec seulement 4,3% des voix (7 points de moins que lors du scrutin précédent). Les élections municipales et cantonales de 2008 semblent confirmer cet effondrement, qui se prolonge par des difficultés financières considérables pour le parti, fortement endetté. Dans un contexte où la succession de Jean-Marie Le Pen est ouverte, départs et dissidences se multiplient, parmi lesquelles celles de Jean-Claude Martinez, vice-président, de Fernand Le Rachinel, député européen, ou de Carl Lang, un ancien proche de Bruno Mégret.

Le «deuxième FN»

En 2011, la succession de Jean-Marie Le Pen, président du Front national, depuis sa création en 1972, est l'occasion d'une bataille interne que sa fille remporte sans trop de difficultés, face à Bruno Gollnisch, qui incarne plutôt le «premier FN», sa «frange authentique», son «identité». Marine Le Pen représente un parti capable de se transformer nettement – le «nouveau FN» disent les journalistes Caroline Monnot et Abel Mestre dans leur *Enquête sur les réseaux du Front national*. À partir de là, le discours du Front national se transforme nettement, en phase avec les attentes d'une bonne partie de la population. La campagne pour les élections cantonales de mars 2011 constitue la première occasion de prendre véritablement la mesure du tournant impulsé par la nouvelle présidente, celle pour l'élection présidentielle en apporte confirmation.

Les «invisibles» et les «oubliés»

Le 11 décembre 2011, lors d'un meeting à Metz, Marine Le Pen s'adresse aux «invisibles» et aux «oubliés»: «Agriculteurs, chômeurs, ouvriers, retraités, habitants des campagnes françaises, vous êtes ces oubliés, cette majorité invisible, broyés par un système financier devenu fou. Pour la caste politique UMP-Ps, face à leur dieu, le triple A, vous êtes des triples rien». Au-delà de la critique du système financier et des agences de notation mais, aussi, des habituelles dénonciations de la connivence qui lierait UMP et Ps pour en faire une «caste», le discours

met l'accent sur une thématique sociale. Le concept est dans l'air. Quelques jours plus tôt, *Le Monde* a titré «La colère sourde des Français invisibles» et, il y a peu, un spécialiste des sondages, François Miquet-Marty a publié *Les oubliés de la démocratie*: le climat est à la découverte de ces classes populaires «rurbaines» ou «périurbaines» qui galèrent sans que ni les médias ni les partis politiques s'en préoccupent.

Une telle découverte n'est pas vraiment une nouveauté en politique, comme l'indique le journal en ligne *Rue 89*¹⁴, évoquant notamment les «sans grade» de Nicolas Sarkozy; les «sans voix» de José Bové, le leader écologiste; la «majorité silencieuse» ne se reconnaissant pas dans mai 68 ou «la France d'en bas» chère à Jean-Pierre Raffarin, qui fut Premier Ministre de Jacques Chirac. Charles Maurras, en son temps, parlait du «pays réel», distinct du «pays légal» et donc de la République qu'il exécrerait; de même, on dit souvent «la France profonde» avec en tête les terroirs, les campagnes, une France provinciale, catholique, paysanne. Mais le discours de Marine Le Pen touche à l'évolution sociologique récente, elle convoque ce qu'a produit mais aussi délaissé une modernité urbaine et industrielle elle-même en décomposition. Ce n'est pas la France des vieilles campagnes et des anciens terroirs qui est visée, mais celle où se retrouvent les perdants d'une modernisation elle-même en panne.

Les «invisibles» de Marine le Pen ne sont pas les esprits qui fondent ou symbolisent la Nation, mais sont définis du point de vue de la société et en des termes proches de ceux qu'utilisent Eva Joly, candidate des «Verts» lors de l'élection présidentielle de 2012, ou Jean-Luc Mélenchon, leader du Front de gauche. Ils se caractérisent par une souffrance ignorée, refoulée hors de l'espace politique et médiatique. Les «oubliés» sont surtout des ouvriers, des employés, des personnes en situation précaire.

Il y a à peine un demi-siècle, le prolétariat ouvrier constituait encore un acteur respecté, central même puisque, comme disaient Marx et Engels, en se libérant de ses chaînes, il devait émanciper l'humanité toute entière. L'ouvrier était une figure décisive de la vie collective. L'industrialisation des Trente Glorieuses était accompagnée d'une politique du logement faisant de bien des «banlieues» avec leurs quartiers populaires, leurs cités et leurs logements HLM, le lieu privilégié d'habitat des travailleurs de l'industrie. Les uns étaient qualifiés, dotés d'un métier, d'un savoir-faire, les autres étaient des Os, souvent ruraux dépayssés et surtout immigrés. Et tous, syndiqués ou non, pouvaient se reconnaître dans le même combat contre les maîtres du travail qui leur interdisaient de maîtriser leur production et leur imposait leurs méthodes et leurs formes d'organisation et de management. La conscience ouvrière collective leur était facilitée par leur appartenance à de vastes unités industrielles, ces «forteresses» aujourd'hui disparues.

En 2010, un tiers des hommes occupant un emploi, soit quelques 5 millions d'individus, sont des ouvriers et, parmi eux, environ 13% des femmes qui travaillent. Certains se rapprochent des couches moyennes, sont propriétaires de leur logement, pour lequel ils ont fait d'importants sacrifices, en particulier en quittant la «banlieue» et le HLM pour un lotissement situé en zone périurbaine, voire rurale. Deux ouvriers sur cinq travaillent dans le secteur tertiaire, comme manutentionnaires, magasiniens, agents de nettoyage. Ils sont souvent isolés dans le travail et constituent une population disparate, éclatée. 36% des ouvriers non qualifiés et 33% des qualifiés qui se sont exprimés lors des élections cantonales de 2011 ont voté pour le Front national. Les ouvriers et plus encore les ouvrières travaillant hors industrie dans le tertiaire ressemblent de plus en plus à des employés, avec des revenus très bas,

sans perspective de carrière, pas d'organisation syndicale, une couverture sociale médiocre. Au sein de cette population, le vote FN le dispute à une forte abstention.

Suivons les chiffres présentés et discutés par Hervé Le Bras¹⁵: les sondages indiquent que le pourcentage d'ouvriers votant Front national est passé de 25% en 2007 à 35% en 2012, ce qui signifie qu'ils représentent entre un quart et un cinquième de l'électorat de ce parti. Ce n'est pas négligeable, mais cela ne suffit pas pour dire du FN qu'il est un parti ouvrier ou, moins encore, le parti des ouvriers.

Parmi ceux qui sont qualifiés, beaucoup se vivent comme loin du monde d'en haut, des riches, des élites, des puissants, mais ils veulent marquer une distance avec le monde d'en bas qu'ils perçoivent comme fait avant tout d'immigrés refusant de s'intégrer et préférant profiter des aides sociales, de pauvres qui abusent de l'assistance, de jeunes qui ne sont rien d'autres que de la «racaille». Ni en haut, ni en bas, ils éprouvent le sentiment de ne pas être écoutés : «on n'existe pas, on n'est pas bien traité» dit l'un d'eux lors d'un reportage de *Rue 89*¹⁶. Dans une usine de l'Eure en crise un jeune ouvrier explique: «voter FN, c'est voter pour l'emploi. Au centre, c'est-à-dire Ps ou UMP, c'est voter patron. Et voter à l'extrême gauche, c'est voter ouvrier, mais immigration [...]. Je vote extrême droite en me disant que même si là aussi je vote patron, au moins je vote pour l'emploi». La critique du *dumping* du salaire par les étrangers va de pair, pour lui, avec celle de la préemption de certains postes par «les Maghrébins»: comme d'autres, il vote désormais FN.

Dans la France qui s'ethnicise, le débat public semble se construire plus autour des figures des «indigènes de la République» ou du CRAN (Conseil représentatif des associations noires de France) qu'autour de celle, disqualifiée, des ouvriers.

Dans une France, aussi, où la «concurrence des victimes» et les luttes mémorielles occupent un espace considérable, le FN n'offre-t-il pas aux ouvriers une chance d'enrayer la disqualification, l'ignorance, l'oubli ou la désaffiliation?

Le syndicalisme à l'épreuve

Le Front national ne trouve pas seulement un écho parmi les ouvriers: il pénètre leurs organisations, par le bas. Faible, implanté essentiellement au sein de la fonction publique ou assimilable, le syndicalisme peine à résister à la pénétration des idées du FN au sein de sa base militante et parfois même parmi ses responsables. Aucun syndicat n'est épargné.

Par exemple, en Moselle, Daniel Durand-Decaudin, un délégué CFDT et travailleur social est candidat pour le compte du Front national aux cantonales de 2011. À Cysoing, dans le Nord, Annie Lemahieu, responsable régionale Fo pour le personnel civil de l'armée, représente le FN aux cantonales – elle est exclue du syndicat, «jetée comme une malpropre» par Fo dit-elle à *La Voix du Nord*¹⁷. Des cas comparables concernent Sud, la CFTC ou la CGT.

L'affaire Fabien Engelmann fait grand bruit. Ce cégétiste responsable du syndicat des employés communaux de Nilvange (Moselle) est candidat Front national aux cantonales en Lorraine. Suspendu puis exclu par sa fédération, il est alors soutenu par sa section: 20 adhérents du syndicat sur 23 votent en sa faveur, contre la direction départementale CGT qui exige son exclusion. «Si Fabien est candidat FN, expliquent ses collègues, c'est son problème, il fait ce qu'il veut en dehors du syndicat». Au plus haut niveau de la CGT, l'inquiétude est réelle, il y a de l'«entrisme» frontiste dit Bernard Thibault, le secrétaire général de l'organisation syndicale. Défendu par Maître Collard, futur député FN, et récusant les accusations de xénophobie, de racisme ou

d'antisémitisme, Engelmann déclare que «faire passer les Français d'abord ce n'est pas être raciste». Il signale que seule une minorité «partage l'engagement de la CGT pour la régularisation des travailleurs sans papiers».

Il est vrai que l'on est au cœur d'une région industrielle sinistrée, où les plans sociaux se sont succédés, où la gauche a semblé impuissante. Nilvange est un village ouvrier. La gauche y apparaît comme coupée des attentes ouvrières, elle est accusée d'avoir joué le jeu de la déréglementation laissé faire le néolibéralisme, baissé l'impôt sur le revenu et la fiscalité des plus riches, mis en place la flexibilité du travail. De façon plus générale, les syndicalistes qui représentent le Front national aux cantonales mettent systématiquement en avant le même argument: le syndicalisme est apolitique. Et, dans tous les cas, on observe de la part des syndicats des exclusions et des procédures disciplinaires, avec une même affirmation: «nous avons des valeurs opposées à celles du FN».

Pour ceux qui entendent allier syndicalisme et représentation du FN, la cause est entendue, il n'y a pas d'incompatibilité entre convictions politiques et engagement syndical. Et, plus on va vers la base, plus l'adhésion aux idées du FN se profile. Denis Pesce, le secrétaire de l'UD-CGT de Moselle, explique que «quand des idées comme celles-là se trouvent véhiculées dans notre corps militant, c'est peut-être aussi qu'on a raté quelque chose». Il se dit «particulièrement inquiet de la résonnance des thèses du FN» au sein du monde ouvrier¹⁸.

Cette pénétration des idées du Front national au sein du syndicalisme y compris le plus radical est parfois imputée à la crise de la gauche ou, en tous cas à son impuissance. Il «n'y a pas de relève crédible à gauche» déclare le même Denis Pesce. Non seulement, Marine Le Pen et le FN s'adressent aux ouvriers «oubliés» et «invisibles» mais, en plus, ils attaquent les syndicats.

C'est le cas par exemple lorsque la Présidente du Front national, à l'occasion du 1^{er} mai 2012, affirme que leurs leaders «trahissent les travailleurs en négociant derrière leur dos avec le pouvoir politique et économique», tandis que Fabien Engelmann ou Thierry Gourlot (de la CFTC, et responsable FN au Conseil régional de Lorraine) arborent une banderole appelant à l'avènement d'un «syndicalisme national».

Ceux qui veulent représenter le Front national en politique tout en étant engagés dans une action syndicale entendent stopper l'immigration massive, mais s'interdisent de s'en prendre explicitement aux étrangers qui travaillent. Favorables à l'État régulateur, aux services publics, attachés à la République, ils incarnent le nouveau visage du FN, au plus loin de l'anti-étatisme et des idéologies reaganaises et ultralibérales des années 1980 que pouvait véhiculer Jean-Marie Le Pen.

Ainsi, un employé de la mairie de Toulouse, adhérent à Sud, est candidat FN: «il dit être comme nous contre la mondialisation» s'étangle un dirigeant de ce syndicat. Daniel Durand-Decaudin «ne comprenait pas l'incompatibilité entre les valeurs d'exclusion du FN et celles de solidarité portées par la CFDT», explique Alain Gatti, secrétaire de la CFDT-Lorraine avant d'ajouter: «il m'a même parlé d'un membre de sa famille déporté à Dachau. Et quand je lui ai rappelé le 'détail de l'histoire'¹⁹, il m'a rétorqué que c'était Jean-Marie et non pas Marine»²⁰.

Les stratégies de lutte anti-FN reposaient souvent, dans les années 1980 et 1990, sur un principe de diabolisation, elles en appelaient à des valeurs morales, antiracistes. Avec Marine Le Pen, il semble qu'elles ont perdu en efficacité.

Au milieu des années 1990, Bruno Gollnisch, dont nous avons vu qu'il incarne plutôt la continuité avec le «premier FN» avait envisagé de créer un «Front social

sur le travail»: FN-Police, FN-RATP, FN-Pénitentiaire, etc. Mais ces organisations ont été dissoutes en justice à la demande des syndicats classiques. En 1997, le Front national avait présenté aux élections prudhommales la Coordination française nationale des travailleurs (CFNT), ainsi qu'un syndicat patronal, la Fédération nationale entreprises modernes et libertés (FNEMI). La CFNT avait eu 18 élus, la FNEMI, 8. Les organisations traditionnelles ont obtenu là encore l'invalidation des résultats. Mais nous n'en sommes plus là.

Malgré leurs efforts de pédagogie pour expliquer l'erreur qu'il y a à écouter le Front national, les syndicats accusés par celui-ci de collusion avec le pouvoir et de trahison, peinent à contrer efficacement la pénétration de ses idées au sein du monde ouvrier. Ils ont perdu leur capacité à le structurer efficacement, et le FN s'engouffre dans la brèche en plaident pour «des syndicats vraiment libres», et non pas «des syndicats du système». Certes, la capacité d'action et de mobilisation demeure du côté des organisations syndicales. On le constate par exemple lorsque le Front national tente devant l'usine PSA d'Aulnay en juin 2011 de distribuer des tracts dénonçant les dangers de la délocalisation et que des militants CGT, Sud et NPA font échouer cette opération. Mais le mal est réel, profond.

Un sondage *Harris Interactive* (mars 2011) indique que 9% des Français affichant une proximité syndicale ont voté FN aux élections cantonales, contre 15% pour l'ensemble de la population. Une étude de *l'Ifop* indique que 25% des sympathisants FN et 22% CGT s'appretent à voter Front national aux mêmes élections²¹.

Le syndicalisme demeure un barrage contre le FN, mais un barrage fragile et menacé. Il est ébranlé: «les gens en parlent librement dans les entreprises. Est-ce qu'on doit laisser faire et attendre les résultats du premier tour?» demande un leader de la CFDT. Un

reportage de *Libération*²² confirme cette image d'un ébranlement affectant les militants et pas seulement les syndiqués: Jean-Michel Gilles, un délégué CGT des usines Michelin, pense qu'aucun élu du personnel ne votera FN, même si «des syndiqués franchiront le pas». Il est démenti par «Brigitte», déléguée CGT qui votera Le Pen «sans complexe».

Les ouvriers n'ont jamais constitué une catégorie politiquement homogène, et des travaux de sociologie électorale comme ceux de Jacques Capdevieille au début des années 1970 ont montré qu'ils pouvaient voter très largement à droite. Mais, aussi bien le syndicalisme que le communisme voire même le socialisme ont apporté, jusque dans les années 1980, un principe de structuration, un sens et des orientations ancrant le monde ouvrier plus nettement à gauche qu'à droite. Le syndicalisme est aujourd'hui en perte de vitesse, il a perdu son efficacité structurante, et le succès du FN vient surtout signifier ce déclin. Pour autant, ce parti ne construit rien au sein du monde du travail, et on ne voit pas ses dirigeants venir soutenir des travailleurs en lutte, notamment contre des fermetures d'usine. Il prospère de manière plus idéologique que concrète sur le dos d'un syndicalisme défaillant.

Les projets parfois exprimés par le Front national de créer des syndicats FN et, plus largement, son action en direction des entreprises n'ont pas d'écho favorable auprès du patronat installé, celui du MEDEF. Sa présidente, Laurence Parisot, a publié avec Rose Lapresle un livre très critique dessus en 2011²³ et s'est inquiétée publiquement du programme économique de ce parti lors de la campagne pour l'élection présidentielle de 2012. Mais, certains secteurs du patronat peuvent être tentés par les propositions du FN. Lorsque le mouvement patronal «Ethic» reçoit Marine le Pen, celle-ci a droit à des applaudissements nourris. Là encore, la pénétration

ou simplement la proximité idéologique, en fait limitées, ne signifient nullement une implantation réussie. Un épisode cocasse montre bien les contradictions du discours du Front national, entre ses ardeurs idéologiques et les réalités économiques. En pleine campagne électorale pour la présidentielle de 2012, Marine Le Pen, tout à son combat contre l'islam, lance une bombe: selon elle, toute la viande consommée en région parisienne serait *halal*, à 100%. Elle ignore qu'un élu de son parti, Paul Lamoitier, conseiller régional, est grossiste en viande. Celui-ci fait savoir qu'on en consomme moins de 2,5% en Île-de-France. Il quitte le Front national.

La «dédiabolisation»: jusqu'où?

L'arrivée de Marine Le Pen coïncide, à l'évidence, avec un intense travail idéologique qui vise à moderniser le FN et à le rendre respectable et fréquentable, sans pour autant lui faire perdre son fonds de commerce, qui doit beaucoup à des logiques de haine et de ressentiment. Dès lors, la tension est visible, entre, d'une part, divers efforts pour cesser d'apparaître antisémite et même se rapprocher du monde juif pour incarner une certaine modernité, ouverte aux attentes des femmes, pour débarrasser le parti de ses éléments les plus extrémistes et, d'autre part, la prégnance de réflexes qui attestent que les vieux démons n'ont pas disparu.

Non seulement le «deuxième FN» se tourne vers le monde du travail et développe une fibre sociale, mais il semble aussi capable de se défaire de thématiques inadaptées à la situation actuelle ou surtout devenues encombrantes. Inadaptées: il en est ainsi, en tout premier lieu, de l'anticommunisme virulent du «premier FN» qui, depuis l'effondrement de l'Empire soviétique, n'a plus lieu d'être dans le nouvel ordre mondial globalisé ou dans la France post-industrielle. Encombrantes: les

médias, depuis l'élection de Marine Le Pen, parlent d'une «dédiabolisation» qui devrait permettre au nouveau Front national, éventuellement sous un autre nom avec un autre logo, et en développant une stratégie d'implantation locale de prétendre à la respectabilité démocratique – un type de stratégie ayant amené Bruno Mégret la scission en 1998. Du coup, les sondages d'opinion indiquent de plus en plus nettement que les Français tendent à le tenir pour un parti «comme les autres».

Se transformer... tout en restant soi-même.

Ce processus est partiel. Marine Le Pen délaisse les références à la Seconde Guerre mondiale et aux Juifs. Contrairement à son père, elle ne joue pas sur la corde de l'antisémitisme. Pour elle, le nazisme est une «abomination», la Shoah «le *summum* de la barbarie» – on est loin du «détail de l'histoire» dont parlait son père. En mai 2011, elle fait applaudir les noms de journalistes aisément identifiables comme juifs, Elizabeth Lévy ou Eric Zemmour alors que son père faisait huer Ivan Levai, Jean-Pierre Elkabbach ou Anne Sinclair, juifs eux aussi. En novembre 2011, elle rencontre Ron Prosor, l'ambassadeur d'Israël à l'ONU, qui s'en défendra ensuite maladroitement. Elle prend des contacts discrets avec des personnalités juives comme l'avocat Gilles-William Goldnadel pour en finir, dit-elle, avec le «malentendu» qu'a constitué le mot de son père sur le «détail de l'histoire». L'auteur d'un salut nazi, Alexandre Gabriac, le plus jeune conseiller régional de France, est évincé.

Le FN s'efforce aussi de pénétrer d'autres communautés qui ne devraient pas lui être acquises. Rosine Nahounou, d'origine ivoirienne, tente de faire le lien avec la communauté franco-ivoirienne, et Charles Dagnet, qui fut l'éphémère coprésident du collectif DOM, avec les Antillais. Il est vrai que les idées du Front national tout comme d'ailleurs les facéties antisémites

du «comique» Dieudonné trouvent un certain écho chez ceux d'entre eux qui, excédés d'être assimilés en métropole à des immigrés alors qu'ils sont français depuis un siècle et demi, peuvent être tentés par l'islamophobie du Fn.

Mais, le 27 janvier 2012, à Vienne en Autriche, Marine Le Pen danse à un bal de l'extrême droite européenne organisé par les jeunes du FPÖ, le parti autrichien d'extrême droite. Et, à la veille du lancement de l'université d'été du Fn, elle demande l'interdiction du «voile» islamique, mais aussi de la kippa dans l'espace public – ce qui ne peut que braquer le monde juif²⁴. En fait, le Front national n'a pas tout abandonné de ses inspirations antérieures: le pétainisme, l'antigaullisme, la préférence nationale, le retour à la peine de mort, le refus de l'avortement, le natalisme, etc. Simplement, ces thèmes sont mis en sourdine, nuancés, du moins dans le discours public. En privé, ce peut être très différent. La vieille idéologie n'a pas disparu, elle fonctionne chez certains militants et dirigeants, mais en interne. Elle est parfois aussi dévoilée par accident, parce qu'un militant ne s'est pas retenu, comme ce secrétaire fédéral Fn des Hauts-de-Seine qui a mis sur son site une vidéo de David Duke, ancien leader du Ku Klux Klan. Ce décalage entre le discours interne tenu par certains responsables et le discours public apparaît chaque fois qu'un ou une journaliste pénètre l'univers militant du parti en masquant son identité – un genre ethnologique contestable, puisque reposant sur le mensonge ou la dissimulation. Ainsi, Anne Tristan²⁵ s'était faite passer pour une chômeuse à Marseille. En février 2012, Claire Checcaglini publie *Bienvenue au Front, journal d'une infiltrée* dans lequel elle note l'absence de barrière morale, et explique la distance entre le discours interne et le discours externe par la peur des médias.

La matrice fondatrice du parti se retrouve aussi dans le caractère obsessionnel des accusations de mensonge et de dissimulation de la part des élites et de l'État. Ainsi, au cours de sa campagne pour l'élection présidentielle de 2012, Marine Le Pen évoque à l'occasion d'une conférence de presse «des chiffres [sur l'immigration] savamment cachés, érigés en secret d'État, des chiffres que des fonctionnaires républicains écoeurés» ont fourni au Fn. Elle précise que «l'immigration est volontairement accélérée dans un processus fou dont on se demande s'il n'a pas pour objectif le remplacement pur et simple de la population française». Il ne lui reste plus, ensuite, qu'à mettre en avant la «priorité nationale», formule qui euphémise celle de la «préférence nationale» des années 1980 et 1990, et à promettre de priver les étrangers d'aides sociales, de supprimer le droit du sol, d'imposer le «retour au pays» des chômeurs étrangers dans les trois mois, sans oublier la reconnaissance du droit au regroupement familial... dans le pays d'origine. Ces chiffres «secrets» sur l'immigration sont en fait connus et diffusés, notamment dans un rapport annuel au Parlement. Qu'importe! Le discours du Front national a toujours eu une dimension paranoïde à partir de laquelle se déploie une argumentation qui prétend avoir la force de l'évidence, comme dans ce cas précis. Il fonctionne volontiers sur le mode simpliste, mais redoutablement efficace, de ce que l'historien de l'antisémitisme, Léon Poliakov, appelait la «causalité diabolique», qui impute les malheurs, les difficultés et les menaces, réelles ou fantasmées, à des causes maléfiques toujours dissimulées. Ajoutons qu'une force du populisme est de ne pas être embarrassé par ses contradictions: Marine Le Pen, dans cette affaire comme dans d'autres, sait faire preuve d'un aplomb phénoménal, elle ne revient pas sur ses erreurs, alors même qu'elles sont de l'ordre du mensonge ou de l'intox.

Pour avancer dans sa stratégie de respectabilité, la présidente du Front national multiplie les actions en justice – une cinquantaine en deux ans – le plus souvent pour injures et diffamation, ce qui la pose en victime, et non en coupable, et s'applique à normaliser l'image de son parti. Elle procède à des exclusions qui visent les tenants d'une vieille ligne d'extrême droite. Elle fait fermer le blog Stéphane Poncet, un caricaturiste du front national de Villeurbanne qui dénonçait lourdement les méfaits supposés de l'immigration et de l'islamisation. Il est investi aux législatives de 2012 par le FN, et en profite pour afficher le caractère démocratique de son parti: «ce n'est pas une secte, le FN [...]. Chez nous, on respecte les formes, on convoque les gens, ils viennent s'exprimer, il y a une commission de discipline»²⁶. Marine Le Pen cherche des appuis dotés d'une certaine légitimité dans l'espace public. Ainsi, pour les élections présidentielle puis législative de 2012, elle a pu annoncer le rapprochement de l'avocat Gilbert Collard et le renfort de Robert Ménard, l'ancien président de *Reporters sans frontières*, ainsi que celui, encore incertain, d'Yves Bertrand, directeur des Renseignements généraux de 1992 à 2004. La vieille extrême droite est à bien des égards affaiblie au sein du «deuxième FN», et le départ des catholiques traditionnalistes derrière Bernard Anthony en est une des expressions. Il faut dire que la France ne peut plus que difficilement se vivre comme la «fille aînée de l'Église». Enfin, le rajeunissement des cadres du parti, perceptible dans les investitures pour les élections législatives de 2012, ne peut qu'accélérer l'évolution dans le sens de la «dédiabolisation»: les «quadras» qui accompagnent Marine Le Pen depuis le début des années 2000 et les nouveaux venus ont, pour la plupart, soif de réaliser une carrière politique et ne souhaitent pas s'enfermer dans la radicalité de postures purement protestataires. Ils veulent parvenir aux affaires.

Mais Marine Le Pen dit assumer «toute l'histoire» du Front national. Elle a aussi gardé un lexique et une façon de parler hérités de la matrice fondatrice et peut-être même de la période antérieure, celle de l'extrême droite pure et dure. Elle parle par exemple de «mondialisation identicide», de «Tchernobyl moral», de «voyoucratie», elle stigmatise «l'influence putride de Bernard-Henri Lévy». Elle n'hésite pas à lancer des affirmations tonitruantes, à dramatiser, en annonçant par exemple «une nouvelle vague migratoire gigantesque fuyant le chaos politique et économique de l'Afrique, et notamment du Maghreb».

De son côté, Jean-Marie Le Pen n'a pas dételé et garde la main sur les finances du parti, dont il reste «président d'honneur». Il ne manque pas une occasion de s'exprimer à contre-courant de la «dédiabolisation» apparemment voulue par sa fille: protestation, en avril 2011, quand Marine Le Pen exclut Alexandre Gabriac, cet élu du FN photographié en faisant le salut nazi; critique, après le 22 juillet 2011²⁷ de la «naïveté et de l'inaction du gouvernement norvégien» qu'il juge «plus graves» que la tuerie d'Oslo, qu'un communiqué du Front national venait de condamner fermement comme des «actes barbares et lâches»; référence appuyée en janvier puis en février 2012 à Brasillach, cet écrivain collaborateur, fusillé à la Libération; reconnaissance d'une rencontre avec Radovan Karadzic, alors recherché par la justice internationale (21 janvier 2012). En fait, le FN demeure sous tension entre radicalité et respectabilité, et en tout cas ne rompt pas entièrement avec les pulsions extrémistes et antisémites du «premier FN».

Si le «deuxième FN» tente de s'affranchir de l'antisémitisme de la période antérieure, c'est aussi que les temps ont changé, que cette doctrine fraye son chemin plutôt dans des milieux islamistes ou immigrés et, qu'après tout, certains des juifs de France pourraient rejoindre les combats du FN, notamment dans leurs

aspects islamophobes, à condition qu'il en finisse avec la haine des juifs. Ainsi, Michel Ciardi qui pilote l'*Union des Français juifs* et collabore à *Riposte laïque*, un site islamophobe, a-t-il fait partie du Comité de soutien à Marine Le Pen en 2012. La présence à la synagogue de la rue Notre-Dame-de-Nazareth à Paris, de Michel Thooris, responsable Sécurité de Marine le Pen, au lendemain de la tuerie de Toulouse²⁸ n'est évidemment pas due au hasard, mais à l'affirmation d'une volonté de se rapprocher d'une partie de l'électorat juif.

Marine Le Pen est même invitée sur *Radio J* (une radio juive importante) en mars 2011, avant que sous la pression d'organisations communautaires juives, l'invitation soit annulée. La défense de l'État d'Israël, quand est évoqué le Hamas ou quand celle-ci est réduite au décor d'un conflit entre Arabes et musulmans d'un côté, et juifs d'Israël de l'autre, la hantise du nouvel antisémitisme, imputé à l'immigration et à l'islam, font que le barrage moral risque d'être de plus en plus difficile à mettre en œuvre dans certains milieux juifs. Il existe désormais un axe idéologique dans lequel des juifs ébauchent des liens avec le Fn.

Sus à l'islam

Pour atteindre un électoral élargi, le Front national doit éviter d'apparaître comme radical, par exemple, face à l'islam. En même temps, il lui faut répondre aux attentes de son électoral dans l'ensemble islamophobe: «en France, entend-on en privé, on ne s'appelle pas Mohamed». C'est ainsi que, lors de sa campagne de 2012, Marine Le Pen se présente comme celle qui veut aider les Français musulmans à se libérer de l'islam radical, des fanatiques. Elle dénonce l'islamisation de la société française, parlant à propos des prières de rue – une réalité dont elle donne une image singulièrement amplifiée – d'«une nouvelle forme d'occupation».

Elle sait plaire aux idéologues les plus réactionnaires d'une certaine laïcité, voire aux «identitaires» qui organisent des «apéros saucisson-pinard». Sa force est de ne s'en prendre vraiment explicitement qu'aux fanatiques, aux communautaristes, etc., et non à l'islam dans son ensemble, sans pour autant jamais cesser de faire comprendre que cette religion est en fait en cause dans sa totalité.

Ceci constitue un phénomène relativement récent. L'islam, en effet, n'a pas toujours effrayé l'extrême droite française et un de ses idéologues les plus importants, Maurice Bardèche, mort en 1998, en avait même fait l'apologie. Comme vecteur du combat anti-communiste par exemple, ou comme ennemi d'Israël, la religion musulmane a pu bénéficier dans le passé de quelque égard au sein de milieux profondément antisémites. C'est, en fait, dans les années 1990, que la thématique de l'islam s'est imposée comme prioritaire aux yeux du Fn, ce qui, on l'a vu, a rebattu les cartes, en particulier en ce qui concerne les relations souhaitées avec les juifs de France.

La façon de raisonner a beaucoup évolué avec l'arrivée de Marine Le Pen aux affaires. Pour démontrer le bien-fondé des positions de son parti sur l'islam ou sur l'immigration, ce n'est plus, ou plus seulement la Nation qui est brandie, et le cortège de menaces qui pèseraient sur elle. Le nouveau registre est emprunté aux adversaires d'hier, au point de faire percevoir le Front national comme le meilleur champion de l'héritage des Lumières. Un électeur du Fn explique: «si, en plus, il faut maintenant tenir compte des opinions de curés, d'imams ou de rabbins, c'est que nous retournons à l'obscurantisme qui a été rejeté par les Lumières»²⁹! Ainsi, la laïcité, vieux thème républicain, est-elle convoquée pour mieux stigmatiser l'islam: «on nous dit maintenant qu'il faudrait affecter aux prieurs de la rue Myrha à Paris une ancienne caserne militaire [...]. La préfecture de Paris annonce

d'ailleurs qu'elle prendra financièrement en charge le coût des travaux pour transformer cette caserne en lieu de prière, s'indigne Marine le Pen, en septembre 2011. Mais où est la loi de 1905? De quel droit le pouvoir bafoue-t-il ainsi la laïcité et nos lois?».

De même, la lutte contre les discriminations est présentée comme l'enjeu quand il s'agit de critiquer les horaires qui seraient réservés pour les femmes dans certaines piscines (en fait, cette pratique n'existe guère), ou l'alimentation *halal* dans les restaurants scolaires. Pour dénoncer, à tort on l'a vu, la systématisation de cette viande en région parisienne, le FN dit agir à la demande de deux associations : l'une de protection de consommateurs (il y aurait tromperie sur les qualités substantielles des marchandises vendues), l'autre de défense des animaux (pour en finir avec les actes de cruauté envers des animaux domestiques). L'affaire, lancée en pleine campagne pour l'élection présidentielle, se présente donc comme un problème de santé publique et de protection des animaux. L'argumentation est menée au nom de la modernité, de l'action de consommateurs, de la défense de la nature, elle ne vise explicitement en rien l'islam, mais une sorte d'islamisation rampante mettant en cause non pas les valeurs traditionnelles nationales, la nation, voire, la race, mais la modernité. Personne n'est dupe, bien sûr, mais ce style rhétorique donne une grande force au FN en l'installant non pas dans la nostalgie ou la réaction, non pas dans le seul nationalisme et le rejet pur et direct de l'islam, mais dans les catégories les plus modernes, voire les plus progressistes qui soient, dans un discours qui se veut émancipateur. Cette modernité de Marine Le Pen contribue à lui assurer un certain impact auprès de la jeunesse: cette femme jeune, divorcée, qui tient des propos prudents sur l'avortement et n'apparaît pas comme homophobe peut plaire plus que son père, dont les obsessions relatives à la Seconde Guerre mondiale ou à la

guerre d'Algérie ne correspondent pas aux questions que se pose la jeunesse, surtout peu éduquée et non diplômée.

Pour mieux s'opposer à l'islam et à l'immigration, la présidente du Front national se démarque des discours de la période antérieure. Elle en appelle désormais à la République et à ses valeurs, qui seraient malmenées par les immigrés ou les musulmans. Mais ses électeurs ne peuvent pas être dupes. Elle se fait la championne de la laïcité avant tout pour combattre l'islam. Quand elle s'en prend aux «prosélytes religieux» elle vise des imams, et évidemment pas des prêtres. Toujours est-il que le FN devient désormais le défenseur de la laïcité. Celle-ci a été conçue pour assurer la séparation des Églises et de l'État en des temps où l'islam n'existant pas en France. Et, alors que le problème pour les forces politiques classiques aujourd'hui est d'inventer pour cette religion les possibilités laïques de l'intégration, le discours du FN mobilise la laïcité pour interdire toute ouverture.

Un nouveau rapport à l'État et à la société

La crise économique et sociale, mais aussi la conscience que désormais son électorat est en partie installé dans des zones périurbaines où les services publics (écoles, crèches, centres sociaux, dispensaires, etc.) manquent parfois cruellement, font que le Front national prend ses distances par rapport, là encore, aux grandes thématiques de la matrice fondatrice du «premier FN». Désormais, l'État est sollicité, en particulier pour assurer des services publics de proximité. On est au plus loin du poujadisme qui assurait la défense des petits commerçants et des artisans sur une base très hostile à l'État – mais ces catégories sociales ne se détournent pas pour autant du FN, qui dénonce la grande distribution et s'en prend à l'Europe. Encore faut-il préciser que Jean-Marie Le Pen a lui-même considérablement évolué depuis les années 1980; il a

par exemple été un temps séduit par l'ultra-libéralisme de Ronald Reagan, pour se dire, vingt ans plus tard, «socialement de gauche, économiquement de droite».

Le thème de la «proximité» est en lui-même une rupture par rapport au discours de Jean-Marie Le Pen. On le constate non seulement en matière économique et sociale, mais aussi en matière culturelle, comme le montre le discours tenu en Corse par Marine Le Pen durant sa campagne pour l'élection présidentielle. Elle dit en effet «comprendre» le nationalisme corse puisque les Corses, «comme tous les Français», ont «été les témoins de la disparition des valeurs qui ont fait la France et de celles qui font la Corse». L'Île de Beauté résiste selon elle à la «culture mondialiste qui méprise les us et les coutumes de nos territoires»³⁰. La présidente du Front national est donc capable d'abandonner le jacobinisme paternel pour défendre l'identité corse qui serait, elle aussi, menacée par l'Europe et l'immigration massive.

Le «premier FN» s'en prenait volontiers aux «fonctionnaires inutiles», et à l'«interventionnisme étatique». Jean-Marie Le Pen souhaitait le désengagement de l'État, la disparition de l'impôt sur le revenu, la suppression de 200 000 postes de fonctionnaires, il disait lutter contre le «fiscalisme» et l'«étatisme». Pour Marine Le Pen, l'État «est une composante essentielle de l'âme de la France», et dénonce «le renoncement devant l'argent», les marchés financiers, les milliardaires «qui détricotent notre industrie et jettent des millions d'hommes et de femmes de notre pays dans le chômage, la précarité et la misère». Elle se tourne vers les fonctionnaires, au point de ne pas hésiter à évoquer les «instituteurs hussards noirs de la République» – une thématique classiquement républicaine et de gauche. Et elle tient à mettre fin au «malentendu» entre le FN et les enseignants: «longtemps, nous n'avons pas su parler, trouver les mots et comprendre à quel point vous étiez attachés à l'intérêt général [...].

Longtemps, nous avons commis l'erreur de penser que vous étiez complices ou passifs face à la destruction de l'école» (le 29 septembre 2011). Les enseignants, de leur côté, ne résistent pas tous aux sirènes de son discours, quelques uns y cèdent, parce qu'ils ont le sentiment d'être noyés dans les tâches administratives, mal payés, en cours de prolétarisation et non respectés, que ce soit par leurs élèves, les familles ou l'administration dont ils dépendent.

Le «deuxième FN» ne doit plus rien aux idéologies des néo-conservateurs américains et britanniques, au libéralisme, au néo-libéralisme, et Marine Le Pen va jusqu'à affirmer une «conception gaullienne de la politique» – ce qui l'éloigne, là encore, des positions de son père. L'Europe en défendant le libre-échange et le libéralisme «nous a, dit-elle, imposé la suppression d'administrations d'État et de services dans tous les domaines de la vie publique comme la poste, la fermeture des tribunaux, la fermeture de petits collèges, de maternités, de centres hospitaliers» – elle veut y revenir. La dénonciation des administrations pléthoriques est abandonnée au profit d'un discours qui flatte un électoral encore imprégné d'une culture de gauche. Et cette nouvelle synthèse d'un nationalisme étatiste et d'un républicanisme affirmé facilite au Fn le rapprochement de personnalités ou de courants «identitaires» ou souverainistes, ce qu'incarnent notamment l'ancien sénateur-maire UMP de Nice, Jacques Peyrat, ou l'essayiste Paul-Marie Coûteaux – une alliance qui n'est pas du goût de tout le monde au sein de l'appareil du Front national. Coûteaux se présente par exemple comme représentant des «gaullistes orphelins et souverainistes dispersés», ce qui n'est pas tout à fait dans le prolongement de la matrice fondatrice du parti, il est bien plus dans la ligne des orientations qu'a incarnées Jean-Pierre Chevènement, dont d'anciens proches se rapprochent aussi du Front national.

Enfin, le «deuxième FN», s'adaptant à l'évolution des moeurs, délaisse le machisme épais de la période précédente et cesse d'ignorer les femmes dans ses efforts pour conquérir un électoralat croissant. Le fait d'avoir *une* présidente, une femme moderne, avocate, et, surtout, les prises de position désormais prudentes sur l'avortement, et tolérantes sur l'homosexualité marquent une ouverture culturelle atteignant en particulier les femmes de 35 à 49 ans, plus que d'autres exposées aux difficultés sociales – pouvoir d'achat, endettement, etc. Mais, là encore, on retrouve la tension structurelle du FN, dont le discours vers les femmes demeure dominé par ses catégories natalistes et l'appel à la famille. Toujours est-il que l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du parti a signifié une féminisation, perceptible aussi bien dans les investitures (280 femmes sur 571 candidats aux élections législatives de 2012) que dans les résultats électoraux – les femmes votent désormais autant que les hommes pour le FN alors qu'en 2007, elles n'étaient que 7%, contre 10,5%.

Ainsi, le Front national tient-il compte dans son discours de l'évolution générale de la société française. Il a connu ses premiers succès électoraux en s'en prenant à l'immigration tout en mettant en avant un nationalisme d'extrême droite, raciste et antisémite, par moment néo-nazi, et en dénonçant l'insécurité. Il ébauche, depuis 2010, une stratégie de «dédiabolisation», pour cesser d'apparaître comme inspiré par des idées d'extrême droite et jouer un rôle central dans la recomposition de la droite à laquelle il aspire, un peu à la manière du Movimento sociale italiano (MsI), ce parti fasciste devenu sous l'impulsion de Gianfranco Fini un parti de droite présentable. Mais cette stratégie a pour prix l'abandon de sa radicalité sulfureuse, et donc de sa capacité à mettre en cause le système politique de l'extérieur.

Le «deuxième FN», et après

Une partie de l'électorat du FN est en permanente évolution. La géographie des résultats aux élections, telle que la proposent régulièrement des chercheurs aussi sérieux que Pascal Perrineau, Dominique Reynié, Hervé Le Bras, Jacques Lévy ou Jérôme Fourquet, est ici précieuse.

Le discours du Front national est nationaliste, sans que ce parti, en dehors de situations particulières, ait réellement su jusqu'ici construire d'ancrages locaux conséquents. Il est entendu et reçu différemment selon les lieux, les catégories sociales et culturelles, et en fonction d'une conjoncture politique et économique elle-même changeante. Ainsi, on constate des déplacements non négligeables de l'électorat, alors même que les résultats d'ensemble, à l'échelle du pays, demeurent à peu près constants.

Le vote FN

Le vote FN est diversifié. Dans certains cas, le sentiment de la décomposition, ou sa menace pesant sur les liens sociaux locaux, l'explique. Là où ces liens n'ont pas encore disparu, mais où ils sont particulièrement en danger, l'adhésion au FN s'exprime avec le plus de force. Ce fut le cas, très tôt, dans l'Est de la France, où le monde rural, pourtant à l'écart des arrivées de migrants, s'est senti inquiété dans son identité locale ou régionale et a voté massivement pour le Front national. Celui-ci obtient aussi

des scores élevés dans des circonscriptions où l'on ne rencontre ni désespoir, ni colère, ni problème majeur d'insécurité, où le niveau de vie est égal ou supérieur à la moyenne et où l'on veut, tout simplement, préserver son cadre de vie et tenir à distance l'immigration. Il peut aussi prospérer sur fond d'isolement croissant des individus et d'absence de vie associative, comme dans ces villages de Haute-Marne qu'évoque un reportage de *Rue 89*: «les gens, dit le maire FN de Brachay, se côtoient le 14 juillet et au goûter de Noël, c'est tout. Sinon, ils travaillent leur jardin. Quand ils voient ce qu'il se passe à la télé, ils ont peur d'être attaqués la nuit. Ils sont barricadés. C'est flagrant l'hiver: les habitants ont trois verrous à la porte à 19 heures»³¹. À Blécourt, commune voisine, on vote moins pour le Front national, car il y existe des activités collectives, un comité des fêtes actif – «si le comité disparaissait, note le reportage, cela pourrait contribuer à faire basculer le vote. Blécourt serait alors soumis au cocktail explosif: retraités, nouveaux couples pas intégrés et absence de liens». Remarque qui mérite d'être soulignée avec force: si, inversement, le FN recule dans certaines communes et, en particulier, nous y reviendrons, dans certaines «banlieues», c'est aussi du fait de la capacité de ces communes à relancer une vie associative assoupie ou disparue.

Le monde rural conjugue sur fonds de difficultés économiques, les peurs, le ressentiment, le sentiment d'abandon et de déréliction de catégories distinctes: paysans qui voient disparaître la gendarmerie, l'école publique, les petits commerces, la poste; récents venus des villes et des banlieues pleins d'aigreur; villageois qui voient se défaire les liens locaux; élus impuissants. C'est aussi un monde où l'écologie politique est souvent perçue comme une forme agressive de modernisation imposée du dehors, par la ville et les urbains. Le FN a bien perçu les inquiétudes des ruraux sur ce registre, il sait qu'ils

demeurent souvent attachés à la pêche et à la chasse, et que les propositions des Verts, voire de la gauche, ajoutent à leurs inquiétudes.

Dans d'autres cas, ce qui prime est le sentiment – ou la réalité – de l'insécurité. Les médias ont ici une responsabilité considérable. Ce qu'ils disent ou montrent à l'échelle nationale, et qui peut revêtir un tour impressionnant, apporte une clé de lecture générale aux habitants d'un village ou d'une zone périurbaine, lorsque survient localement un événement lié à l'insécurité, dont le sentiment est alors amplifié.

Lorsque la modernisation a massivement fait son œuvre, la situation ne se stabilise pas pour autant, des évolutions se font, la population locale se transforme. De plus, les votes antérieurs pour le Front national n'ayant rien changé, une partie de son électoral se détourne, ou passe à autre chose. Ainsi, dans des zones entières, les chiffres du FN régressent éventuellement au profit de partis ou de candidats plus classiques, de droite ou de gauche.

Lors de l'élection présidentielle de 2012, dans les quartiers populaires urbains, dans la mesure où ils votaient, les électeurs ont placé François Hollande en tête, alors que dans les petites communes où les habitants avaient un niveau de revenu égal ou supérieur aux précédents, ils votaient plus volontiers pour Marine Le Pen. Un autre phénomène d'ampleur considérable entraînait en jeu: l'installation récente, en zones rurales ou périurbaines éloignées des centres-villes mais aussi des «banlieues», de foyers qui font de grands sacrifices pour sortir du HLM ou l'éviter, acquérir un pavillon dans un lotissement, posséder deux voitures pour aller au travail faute de transports en commun adaptés, et consacrer un budget important au carburant. Loin de tout service public ou les voyant se raréfier, loin aussi de tout commerce, de tout médecin, sans désir ni

capacité de mettre en place des activités collectives ou une vie associative, ils s'en sortent avec difficulté. Leurs élus locaux sont sans moyens et ont vécu la réforme des collectivités locales mise en place sous Nicolas Sarkozy comme une forme supplémentaire d'abandon. Ces Français ont souvent le sentiment que les immigrés, contrairement à eux, sont bien traités et usent et abusent des ressources que peut offrir la puissance publique. Ils sont souvent ouvriers et, en venant peupler des zones rurales, ils vont constituer cette nouvelle catégorie, l'électorat FN périurbain. Ce que Bernard Schwengler, très tôt, a bien perçu dans son article «L'ouvrier caché : le paradoxe du vote rural d'extrême droite dans la France du Nord-Est»³². Le discours du Front national les touche, qu'il s'agisse de défendre les services publics en milieu rural, de mettre en avant la liberté des automobilistes ou de contester le prix de l'essence, vitale pour eux.

Un cas emblématique est celui de Dreux, la ville où le FN a connu son premier succès. Aux élections cantonales de 2011, en effet, le vote Front national s'est déplacé des quartiers populaires vers les villages environnants. Les reportages journalistiques en décrivent les nouveaux électeurs : ceux-ci se disent las de l'immigration, des jeunes à capuche qui leur pourrissent la vie et restent impunis. Ils sont excédés : les immigrés passeraient devant eux à la Caisse d'allocations familiales ou à l'hôpital et, thème récurrent depuis fort longtemps, ils ne seraient jamais sanctionnés pour excès de vitesse. Le sentiment de ne pas exister est puissant. Si, de plus, le candidat de l'UMP est issu de la «diversité», la voie est ouverte pour le FN. Le ressentiment est d'autant plus aigu chez ces électeurs qu'ils sont convaincus que les élites conjuguent deux logiques : celle des priviléges, des avantages, des passe-droits pour elles-mêmes, et celle de la protection des immigrés.

L'exemple des Mureaux que relate *Rue 89* le 1^{er} mai 2012 confirme cette analyse. Cette commune de lointaine banlieue parisienne, où sont installées les usines Renault-Flins, a accueilli l'afflux de travailleurs ruraux venus de la province ou de pays comme l'Espagne et le Portugal. Dans les années 1960, les Marocains arrivent par milliers. Puis, survient le choc pétrolier. Le chômage, la peur et la honte s'emparent des immeubles HLM. La mixité disparaît, les familles noires qui continuent d'arriver sont concentrées dans les duplex pour familles nombreuses, les Portugais, les Italiens, les Français «de souche» qui ont pu déjà voter Front national dans les années 1980 et 1990 quittent la ville pour des zones pavillonnaires excentrées et les villages environnants et votent encore plus massivement FN. En même temps, la municipalité produit de gros efforts pour attirer de nouveaux habitants, jeunes, venus de Paris, et qui n'ont pas de raison particulière de se reconnaître dans les idées de ce parti. Dans le passé, des immigrés avaient pu voter FN pour des raisons sécuritaires et, parmi eux, des Maghrébins voulant se démarquer des Noirs : les attaques du Front national visant l'islam lui ont ici fait perdre une partie de son électorat.

De façon plus générale, le déclin du vote frontiste dans bien des banlieues doit beaucoup à des changements de leur population, qu'il s'agisse de l'arrivée de nouveaux migrants, ou du passage à la citoyenneté française de nombreux de ceux un peu plus anciens, venus du Maghreb ou d'Afrique sub-saharienne, ou de leurs enfants.

Là où l'immigration d'origine maghrébine est très présente et où, en même temps, les «Français de souche» sont restés, éventuellement faute de ressources pour partir ailleurs, le vote FN peut être considérable. Ainsi, à Cavaillon, dans le Vaucluse, Marine Le Pen obtient 31,38% des voix, sur fond de rejet et de déception par rapport à Nicolas Sarkozy et d'exaspération vis-à-vis des migrants

– «ils sont racistes envers nous et nous poussent à être racistes envers eux» dit une habitante interrogée par *Liberation*³³. Le sentiment d'une «invasion» ayant généré l'insécurité est omniprésent, «regardez ces femmes avec leur foulard et leur robe jusqu'en bas, et ces hommes avec leur calotte!» lance à la journaliste un ébéniste à la retraite. La mixité sociale, tant vantée par les urbanistes et les responsables du logement social est un mythe, et un invalide de 54 ans explique: «ici, c'est la zone, on n'est plus chez nous, ils ont pris le monopole du quartier. Si les loyers étaient moins chers ailleurs, on partirait».

Un autre reportage de *Liberation*, cette fois-ci à Villers-Cotterêts, décrit un «changement» récent dans cette petite ville de l'Aisne, où «on a d'abord construit des HLM [...]. Puis la maison du maître d'école a été vendue par la mairie pour en faire une mosquée. Puis les murs se sont couverts de tags, des poubelles ont flambé et des jeunes ont commencé à traîner dans les rues [...] le restaurant savoyard est devenu un kebab et la charcuterie transformée en boucherie *halal*»³⁴. Résultat: 26,35% des suffrages donnés à Marine Le Pen.

Dans ces situations, le succès du Fn ne doit généralement rien ou peu à une quelconque implantation locale, et tout au discours national que relaient les médias. On ne connaît pas les candidats Front national, qui relèvent parfois même du folklore. Un cas bien triste est celui, dans le Nord, de Sandra Kaz, une de ses candidates aux élections cantonales de 2011, adepte, dit la presse du «style gothique» et présentée comme une *escort girl*, ce qu'elle conteste: elle obtient 36% des voix. On apprendra son suicide quelques mois plus tard («livrée aux chiens, et cela finalement au prix de sa vie» dit un communiqué de presse du Fn Nord-Flandre).

À Thoissey (Ain), où l'on a beaucoup voté pour le Front national lors des élections cantonales de 2011, un «ancien» explique: «Ce vote, c'est celui des nouveaux

des lotissements, ils viennent de Lyon, ils ont connu les problèmes. Nous, on ne pourrait pas voter pour quelqu'un qu'on ne connaît pas»³⁵. Et, pas très loin, à Anglefort, le maire conforte cette analyse: «quand on se démène dans sa commune comme je me suis démené et qu'on ne recueille que 86 suffrages sur plus de 300 exprimés, ça interpelle [...]. Les gens n'ont pas voté ou ils ont voté pour des inconnus. Celui du Fn fait même 303 voix sur un canton où il n'a jamais mis les pieds»³⁶. L'incompréhension face à des candidats du Front national sans base locale peut être grande, comme l'exprime Didier Louis, un conseiller général sortant socialiste: «je ne comprends toujours pas ce qui s'est passé. Le Fn fait 20,22 % à Hiersac, en banlieue d'Angoulême, Oui ça m'a fait mal. Mal pour la démocratie. Cette dame n'est pas connue et n'a pas animé une seule réunion. C'est un vote sanction de nature nationale, pas un vote local. Je ne vois aucune autre explication, d'autant que le canton ne souffre pas plus qu'ailleurs. Ici, 85% des gens sont propriétaires de leur logement»³⁷.

Le vote Fn vient sanctionner aussi les élus de proximité qui font des efforts réels, concrets, et se sentent méprisés, rejettés, désavoués par ce vote. Mais ne sont-ils pas souvent impuissants, incapables de donner un emploi ou d'attribuer un logement social alors que le Fn démultiplie les engagements?

Les quartiers populaires ne cessent pas tous de voter pour le Front national. Dans certains cas, celui-ci bénéficie d'un vote social lié directement à la crise économique et à la désindustrialisation. Quand les mines et les usines sont fermées, que les familles ouvrières sont sans emploi, abandonnées, que le chômage est massif et la pauvreté bien réelle, sur fond de décomposition, voire de corruption des pouvoirs locaux en place, les repères politiques classiques se dissolvent, un boulevard s'ouvre pour le Front national, comme on le voit dans l'ouvrage de

Sylvain Crépon, *Enquête au cœur du nouveau FN*³⁸. Dans ce type de situation, c'est moins la crise de la droite que celle de la gauche, impuissante là où elle était souvent hégémonique, qui peut apporter les clés de l'analyse politique. C'est ce qu'a perçu Marine Le Pen lorsqu'elle s'est implantée à Hénin-Beaumont, une cité minière du Pas-de-Calais sinistrée économiquement, où elle a joué la carte du local, la participation au Conseil municipal.

Au-delà de situations particulières, le Front national a su, depuis l'arrivée de Marine Le Pen à sa tête, trouver des mots qui sonnent juste pour toucher les petites gens, ceux dont le revenu est faible, qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts et pour qui la moindre hausse du coût de la vie peut devenir dramatique, par exemple s'il s'agit du remboursement des dépenses de santé.

Le thème de la «diversité», apparu dans les années 2000, et débouchant sur la présence politique d'élus qui en sont issus exerce des effets contradictoires sur le vote FN. Dans les situations où prime la décomposition des liens sociaux anciens ou l'impact de la crise économique et sociale, la «diversité» est violemment rejetée. Des électeurs qui votaient à gauche préfèrent voter Front national plutôt que pour un candidat issu de l'immigration. Comment faire accepter la «diversité» ou le thème connexe du multiculturalisme à des jeunes «de souche» qui se disent excédés par la façon dont les migrants se comportent, et convaincus que les immigrés sont communautaristes, repliés sur eux-mêmes, violents en bande?

À l'inverse, si les «banlieues» populaires ont délaissé le FN lors des élections de 2012, cela peut aussi être lié à la conscience de leurs habitants que la «diversité» fait désormais partie de la société, en tous cas au niveau local, sans produire nécessairement les pires horreurs – le communautarisme, les violences, le terrorisme.

Les sources du vote pour le FN sont multiples, et peuvent se renforcer ou se combiner. Ainsi, des

départements comme le Vaucluse ou le Gard, où ses scores lors des élections de 2012 ont été parmi les plus élevés, conjuguent une forte situation de crise économique, avec un sentiment de perte ou de menace pour les identités locales, affaiblies non seulement par la modernisation générale du pays, mais aussi, plus spécialement, par le tourisme et la démultiplication de résidences secondaires. Dans le Gard, département particulièrement pauvre, il n'y a plus de grand groupe industriel depuis la fermeture de Cacharel, le chômage approche 15 %, et la délinquance semble dramatique, ou en tous cas est vécue comme telle: selon *Rue 89*³⁹ à Nîmes, sauf lors de moments d'exception comme la Feria, les rues sont désertes, le désœuvrement règne et la délinquance chronique le dispute à l'ennui.

Dans tous les cas, les médias jouent un rôle décisif en alimentant des publics diversifiés en images, en représentations, en argumentations, en idées, et en s'intéressant au moindre geste et mot des dirigeants du FN, à commencer par ceux de son leader. Il existe un lien capital entre le caractère nécessairement charismatique du leadership d'un parti comme le Front national, et le rôle des médias. Ce qu'explique bien Dominique Reynié: la rhétorique populiste, est «brutale, simpliste, caricaturale. C'est un show permanent. C'est pourquoi elle offre une prime à la communication»⁴⁰. Le paradoxe, ou la contradiction sont là aussi: pour être présent dans les médias, en dehors des grands moments électoraux, il faut faire scandale, apparaître comme une mise en cause du système politique, et pour développer une stratégie électorale, il faut être respectable, ce à quoi s'emploie Marine Le Pen, devenue fréquentable, en tous cas aux yeux du magazine *Elle* qui l'invite à sa journée présidentielle du 5 avril 2012. Le FN attire des pauvres, des perdants, des laissés-pour-compte ou des inquiets du changement, mais aussi des «quadras» plutôt installés

dans l'existence, des cadres, des professions libérales. Et sa communication inclue un usage moderne des réseaux sociaux et du web.

L'immigration, l'insécurité, les élites: les thèmes classiques à l'honneur

Le «deuxième FN» a considérablement modifié son discours, semblant réduire la tension entre ses deux logiques fondamentales, de respectabilité et de rupture scandaleuse. Pourtant, cette tension n'a pas disparu, et le parti est loin d'avoir abandonné la rhétorique de la haine et du ressentiment, la marque originale de son appartenance à l'extrême droite. On le constate autant dans le débat national que local.

L'immigration est la valeur la plus sûre de son argumentation. Ainsi, les migrants ne seraient pas seulement une menace pour l'identité nationale, ils seraient aussi intouchables et peut-être même protégés: «s'ils font un excès de vitesse, la police ne fait rien, par contre, si je stationne dix minutes devant la mairie à 22h j'ai une amende» est un type de plainte qui revient fréquemment. Ils insulteraient les «Français» et bénéficiaient de toutes sortes d'avantages et de traitements prioritaires: «les Maghrébins (à Marseille) te traitent de jambon-beurre et le logement social est pour eux» dit une jeune femme. La priorité nationale à l'embauche et au logement demeure une revendication puissamment mise en avant, mais aussi l'accès aux études: Sciences Po n'a-t-elle pas ouvert les vannes d'une discrimination qui pénalise les nationaux en développant sa politique d'accueil de lycéens venus d'établissements placés en zone d'éducation prioritaire (ZEP)? Les immigrés sont dans cette perspective des assistés, en plus d'être des dealers et des clandestins ou des irréguliers. Ils sont encore souvent perçus comme des «Arabes» – «nous

avions créé le Front par anticomunisme, les nouveaux sont animés par un anti-arabisme» explique au *Monde* Ronald Perdono, leader du FN à Marseille de 1972 à 2007⁴¹. Mais ils sont surtout désormais vécus aussi comme des musulmans.

L'islam, dans les années 1970, n'était pas une hantise pour l'extrême droite, toute imprégnée encore d'un passé colonial où cette religion avait été souvent instrumentalisée par les colonisateurs. Au début des années 1980, en France, l'islam a été utilisé par des directions d'entreprises pour affaiblir le syndicalisme, en accordant par exemple aux travailleurs la possibilité de prier sur le lieu de travail. Depuis, les enfants des «travailleurs immigrés» sont devenus dans l'imaginaire français des «musulmans», et le FN considère l'immigration sous un angle religieux, et pas seulement national, social ou culturel.

L'insécurité est également constamment convoquée – il n'y a là-dessus rien de nouveau depuis les années 1980 et, surtout, 1990. Elle règnerait jusque dans le football, puisque «dans les petits clubs et les clubs de formation», selon Marine Le Pen, il y a des «petits blancs qui parfois se font maltraiter parce qu'ils sont blancs» – un thème qui prolonge les critiques de Jean-Marie le Pen visant l'équipe de France quelques mois avant le «Mondial» de 1998 –, une équipe trop colorée à son goût, et dont les joueurs «venus de l'étranger» seraient bien incapables de chanter *La Marseillaise*. Ainsi, le 10 septembre 2011, en campagne pour la présidentielle de 2012, Marine Le Pen s'est prononcée, à Nice, en faveur d'*«une présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre»*, et a cité pour exemple l'ancien maire de New York, Rudolph Giuliani, célèbre pour sa politique dite de «tolérance zéro».

De même, la critique traditionnelle des élites, incluant les intellectuels et, surtout, les politiciens trouve toute sa place dans le discours du «deuxième FN».

La dénonciation du système politique demeure une constante, à ceci près que l'«UMPS» – fusion de la droite (l'UMP) et de la gauche (le Ps) qui n'existe que dans le discours du Front national –, remplace aujourd'hui la «bande des quatre» (PCF, Ps, RPR et UDF). Ses «candidats siamois» Sarkozy/Hollande sont «deux représentants du système UMPS qui mettent en scène leur simulacre de combat». Aujourd'hui comme hier, la gauche est «affairiste, corrompue, voleuse», «cette gauche bobo qui ose se réclamer du peuple alors qu'ils ne cessent de le poignarder» tandis que la droite est, elle, «vautrée dans l'immoralité et la tromperie permanente» déclare Marine Le Pen, depuis Palavas-les Flots où elle tient meeting⁴² Ce qui peut être dit autrement: le FN prospère avec l'échec ou les problèmes des partis politiques, et plus particulièrement lorsqu'ils sont aux affaires. Il a certainement bénéficié d'abord des difficultés de la gauche au pouvoir, ce qui a donné naissance à ce que Pascal Perrineau a appelé le «gaucyo-lepénisme», le passage de certains électeurs du communisme à l'extrême droite. Il a plus récemment tiré profit des carences de la droite, qui, en 2007, l'avait privé d'une partie de son électorat en chassant sur ses terres idéologiques. Il y a là peut-être une explication au tassement de ses résultats lors de l'élection présidentielle de 2012 en Provence-Alpes-Côte d'Azur, ainsi que dans certaines parties de l'Alsace ou dans des zones balnéaires. C'est ce que suggère Jérôme Fourquet dans son hypothèse d'un retour de l'électorat de droite conservateur et radicalisé dans le giron de Nicolas Sarkozy après les années Chirac, dont le positionnement ne lui convenait pas⁴³.

Le FN n'a rien à attendre de la gauche, et *vice versa*, alors qu'avec la droite, les relations sont plus complexes. Il est devenu une force avec laquelle il faut compter en 1983, grâce à une alliance avec la droite classique, à Dreux. Et, à l'occasion des élections régionales (1998), des accords locaux ont permis à d'importantes

personnalités de cette droite de présider leur région: Charles Million (en région Rhône-Alpes), Jacques Blanc (en Languedoc-Roussillon), Jean-Pierre Soisson (en Bourgogne) et Charles Baur (en Picardie). La tentation d'accords de ce type resurgit chaque fois que le FN est placé en position d'arbitre dans une élection. Ce fut un débat important au sein de l'UMP, lors des législatives de 2012, que de savoir s'il fallait ou non s'en rapprocher, comme le souhaitait notamment la ministre Nadine Morano. De telles discussions pourraient affaiblir la droite classique et ouvrir la voie à une recomposition majeure, dans laquelle le Front national pourrait trouver une place l'installant au sein du système, et non plus à ses marges – un calcul auquel se livrent nombre de ses cadres et de ses dirigeants.

De même, la corruption, le clientélisme, ou tout simplement le gaspillage des fonds publics, présenté comme une aberration, sont également fréquemment convoqués: «N'a-t-on pas d'autres priorités au Conseil général du Rhône qu'un musée des Confluences parti de 62 millions d'euros pour arriver à 262?» s'insurge, par exemple, François de Laborie, candidat FN à Irigny pour les élections cantonales de 2011⁴⁴.

Il faut donc reconnaître au Front national sa mue, en même temps qu'une certaine continuité. La tension demeure réelle, entre la vocation tribunitienne du parti, et son désir d'accéder à la représentation politique, ce qui peut légitimer le recours au qualificatif de «populiste»: il est en effet typique des mouvements populistes que de prétendre se transformer tout en restant soi-même, tout comme il est constant, dans ce type d'organisation, de fonctionner sur le mode du mythe, c'est-à-dire de la résolution imaginaire, par le discours d'éléments contradictoires dans la réalité. Le populisme du FN est sans perspective politique propre, il ne peut espérer qu'en la décomposition de la droite

classique, et en une recomposition qui le mettrait au cœur d'une droite nouvelle. Ce qui semble peu crédible, car cela impliquerait une légitimité et une respectabilité suffisamment affirmées pour mettre fin à la radicalité et aux scandales sur la base desquels il s'est construit. C'est pour cette raison que le parti est parfois taxé de «post-politique», d'expression d'un mal propre à plusieurs sociétés européennes: son existence reflèterait, dit par exemple la philosophe Chantal Mouffe, l'incapacité des partis démocratiques traditionnels à susciter des identifications contrastées sur la base d'alternatives distinctes⁴⁵. Le FN, pour le dire autrement, est pris dans la tenaille d'un paradoxe: comment demeurer une force populiste, dotée nécessairement d'un leader charismatique, tout en devenant un parti institutionnalisé? Comment rester porteur d'une culture minoritaire, tournant parfois à la paranoïa, comment se maintenir à la lisière du système politique, tenir des propos provocateurs, sentir le soufre et, en même temps, incarner le cœur d'une droite légitime et respectable à reconstruire?

Les territoires de la société fermée.

Ne pas exagérer l'importance du FN

Le Front national n'est pas le plus puissant parti de son type en Europe, du moins si l'on considère ses résultats électoraux. L'Udc en Suisse, avec jusqu'à 30% des voix, le Fpö-Bzö en Autriche, avec 29%, le Femskritts en Norvège, avec 23 %, sans parler de la Ligue du Nord en Italie ou du Vlaams Belang en Flandre, ont obtenu des résultats très supérieurs. Le FN n'est jamais réellement parvenu aux affaires. À l'exception des quelques villes qu'il a pu gérer, comme Saint-Gilles dans le Gard de 1989 à 1992 ou, surtout, à l'occasion des élections municipales de 1995,

Vitrolles, Orange et, la plus importante d'entre elles, Toulon, avec Jean-Jacques Le Chevallier⁴⁶. Contrairement à une idée reçue, le Front national, s'il s'est bien redressé lors des élections cantonales de 2011, puis présidentielle et législatives de 2012 n'est pas plus puissant aujourd'hui qu'il ne l'était dans les années de splendeur du «premier FN» et, en tous cas, pas de manière spectaculaire. Le score de 17,90% obtenu par Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2012, par exemple, est inférieur à ce que donne le cumul des voix de son père et de Bruno Mégret en 2002, 16,86% et 2,34%. Il est vrai que si l'on considère le nombre de suffrages, et non le pourcentage des voix, le FN est passé de 5471 739 voix en 2002 (total des scores de Jean-Marie Le Pen et de Bruno Mégret) à 6 421 773 en 2012, ce qui est un progrès sensible – mais qui doit être apprécié en tenant compte de l'augmentation du nombre des inscrits (plus 4 833 853 personnes entre 2002 et 2012). Aux élections cantonales, le FN a reculé entre 2004 et 2011 perdant plus de 100 000 voix – il est passé de 1 490 315 à 1 379 902 voix. En 2011, à l'issue du deuxième tour, il n'a d'ailleurs conquis que deux sièges, à Carpentras et à Brignoles, où de surcroît le résultat a été invalidé. De tels scores révèlent surtout l'échec des partis classiques et, avant tout celui de la droite.

Il faut donc relativiser l'idée qui associerait le renouveau thématique, bien réel, à un nouveau palier, moins évident, dans la montée en puissance du FN.

En 2002, Pascal Perrineau, analysant son implantation géographique, y trouvait la confirmation d'une carte relativement stable depuis les premiers succès du parti: «on retrouve, note-t-il, cette France lepéniste à l'est d'une ligne Le Havre-Perpignan avec deux avancées, l'une le long de la vallée de la Garonne, l'autre dans l'intérieur de la Normandie et particulièrement l'Orne»⁴⁷. Il notait aussi que son électorat demeure avant tout masculin, «associant le monde de la boutique

et celui de l'atelier», avec une progression chez les agriculteurs. Dix ans plus tard, il constate que le Fn a progressé très sensiblement dans des départements du centre et de l'ouest de la France, dans l'Eure, l'Orne, le Loiret, le Loir-et-Cher, le Cher, la Sarthe, et il note que 28% des artisans commerçants et des chefs d'entreprise, et 22% des 25-34 ans ont voté pour Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle: «elle retrouve ainsi un dynamisme démographique et sociologique que le Front national avait perdu»⁴⁸. Le Fn, en 2012, est désormais présent presque partout en France.

La poussée périurbaine

Mais sa progression lors des élections de 2012 n'est pas uniforme. Il recule sensiblement dans les grandes villes: à Paris, et même dans presque toute l'Île-de-France, à Lyon, Strasbourg, Mulhouse, Nancy, Lille, Bordeaux, Marseille. Il perd aussi du terrain dans bien des «banlieues», atteignant ses scores les plus élevés dans les zones périurbaines, à 40 ou 50 kilomètres des centres-villes. À Marseille, par exemple, un reportage du *Monde* indique que «la ville n'est plus le bastion qu'elle a été, 'le cœur de la droite nationale' disait Jean-Marie Le Pen. Longtemps premier parti de Marseille, le Front national n'est plus l'organisation des années 1990, avec neuf permanences regroupant des centaines de militants. Le Front c'est aujourd'hui quelques cadres mais peu de militants»⁴⁹. Et les analyses qui, comme la nôtre, soulignent l'importance des progrès réalisés en milieu rural par Marine Le Pen entre 2007 et 2012 nécessitent d'être nuancées elles aussi: en 2007, Frédéric Nihous, le candidat de *Chasse, pêche, nature et traditions*, avait obtenu 420 645 voix dont presque toutes dans les campagnes. Or il ne s'est pas représenté en 2012, préférant soutenir Nicolas Sarkozy, et une bonne partie de son électorat s'est reporté sur Marine Le Pen.

La géographie électorale du Front national ne s'en déplace pas moins, en même temps que bougent les électeurs et que se met en place une ségrégation d'un type nouveau. Une fragmentation du territoire avec d'un côté, des zones rurales ou périurbaines excentrées, inquiètes et plus ou moins marginalisées, davantage disposées à voter Fn et, de l'autre, des zones urbaines, voire des banlieues plutôt capables de faire entendre leur voix et de s'en sortir en se faisant représenter par les forces politiques classiques – ce qui leur vaut d'être critiquées et dénoncées par le Front national comme étant devenues le lieu favori d'habitat pour les «bobos privilégiés».

Dans les années 1980 et 1990, Nonna Mayer considérait que «la France qui vote Fn, la plus réceptive aux thèmes sécuritaires et xénophobes est celle des grandes métropoles où se concentre la main d'œuvre immigrée, dont l'urbanisation trop rapide a détruit le tissu social et fait progresser la délinquance». Elle insistait sur «les corrélations entre le vote Fn et le taux d'urbanisation, le taux d'insécurité, la proportion d'étrangers ou encore celle des rapatriés dans la population»⁵⁰. Peut-être une analyse menée à un échelon plus fin, départemental par exemple, aurait-elle déjà conduit à nuancer cette appréciation globale, comme le suggèrent Pascal Buléon et Jérôme Fourquet qui signalent très tôt que «plus on s'éloigne de la ville-centre d'un bassin d'emploi ou d'un département jusqu'à 50 kilomètres, plus le vote Le Pen croît. On est à l'opposé d'une géographie de la France urbaine»⁵¹.

Toujours est-il qu'aujourd'hui, se profile l'inverse de ce que décrivait Nonna Mayer, avec «un sur-vote et une poussée frontiste très significative dans le périurbain» explique Jérôme Fourquet, données chiffrées et cartes à l'appui⁵². L'urbanité, «ce mélange de densité et de diversité», expliquent Hervé Le Bras et Jacques Lévy, là aussi cartes à l'appui, apparaît comme un «bouclier renforcé» vis-à-vis du Fn, dont l'espace

«est fait de filaments nombreux mais interstitiels qui tissent une trame en négatif de celle des grands réseaux de communication»⁵³. Le Front national réunit par le vote qu'il autorise les perdants ou les adversaires de la société ouverte, le plus souvent en marge des villes, dans ces zones périurbaines situées de 30 à parfois 70 kilomètres des métropoles, et qui accueillent environ un tiers des électeurs. Ce constat spatial en recoupe très largement un autre, plus directement social: plus on est diplômé, moins on vote pour le Front national. Ses électeurs sont pour une bonne partie d'entre eux projetés ou maintenus aux marges de la modernité urbaine, ou se vivent comme menacés d'un tel sort. Ils en appellent avec lui à une société fermée, plutôt intolérante, qui se pare des oripeaux d'une nation mythique, homogène, sans la moindre capacité de conflictualiser autrement leurs difficultés, leurs peurs, leurs frustrations – sans autre espoir, finalement, que d'exprimer leur «ras-le-bol».

Un éventuel déclin, comme le suggère Jérôme Fourquet, dépend certainement de sa capacité des tenants de la société «ouverte» à mettre en œuvre les mobilisations sociales et culturelles, mais aussi les politiques locales, régionales, nationales et européennes qui réduiront l'espace de la société «fermée» qu'évoquait déjà Pascal Perrineau en 2001⁵⁴. Il est aussi, paradoxalement, dans son échec à entièrement se «dédiaboliser». Le Front national, en effet, ne peut exister que dans la combinaison de la «diabolisation» et de la «dédiabolisation», dans la tension vitale pour lui entre radicalité et extériorité, d'une part, et participation respectable et légitime au jeu démocratique, d'autre part. Une recomposition de la droite qui l'inclurait ne peut signifier qu'une rupture de cette tension, avec pour lui deux risques, dont un seul est mortel pour la démocratie. Le premier, le moins vraisemblable mais le plus

inquiétant, serait que cette rupture se fasse au profit des pulsions d'extrême droite dont il tente de se débarrasser. Cela annoncerait un mouvement non plus populiste, mais fasciste. Le deuxième risque serait une institutionnalisation massive, permettant au personnel politique qu'il a commencé à mettre en place et qui piaffe d'impatience à l'idée de parvenir aux affaires d'occuper des responsabilités et d'accéder au pouvoir. Le Front national ne serait alors plus cette force populiste et radicale qu'il a été jusqu'ici, mais un parti institutionnel devenu respectable.

Mais laissons là la politique-fiction. La rupture complète de la tension fondatrice du FN est peu probable à brève échéance, et nous n'en avons pas fini avec lui.

Références

- Pascal Buléon et Jérôme Fourquet, «Vote Front National 1984-2002, géographies et interprétations successives: une équation politique», *Espace, populations, sociétés*, 21:3, 453-467, 2003.
- Claire Checcaglini, *Bienvenue au Front, journal d'une infiltrée*. Paris: éditions Jacob-Duvernet, 2012.
- Annie Collowald, «Le 'national-populisme' ou le fascisme disparu. Les historiens du «temps présent» et la question du déloyalisme politique contemporain» in Michel Dobry (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*. Paris: Albin Michel, 2003, 279-321.
- Sylvain Crépon, *Enquête au cœur du nouveau Fn*. Paris: Nouveau Monde Éditions, 2012.
- Peter Davies, *The Extreme Right in France, 1789 to the Present. From de Maistre to Le Pen*. Londres, New York: Routledge, 2002.
- Alexandre Dorna, «Avant-propos: Le populisme, une notion peuplée d'histoires particulières en quête d'un paradigme fédérateur», *Amnis* [En ligne], 5 | 2005, mis en ligne le 01 septembre 2005, consulté le 17 octobre 2012. URL: <http://amnis.revues.org/967>
- François Dubet, *La Galère: jeunes en survie*. Paris: Fayard, 1987.
- Jérôme Fourquet, *Le sens des cartes. Analyse sur la géographie des votes à la présidentielle*. Paris: Jean Jaurès Fondation, 2012.
- Stéphane Hessel, *Immigrations, le devoir d'insertion: rapport du Groupe de travail Immigration*. Paris: La Documentation française, 1988.
- Gilles Kepel, *Les Banlieues de l'islam: naissance d'une religion en France*. Paris: les Éditions du Seuil, 1987.
- Nathalie Kosciusko-Morizet, *Le front antinational*. Paris: éditions du Moment, 2011.
- Sandra Laugier, «Vertus ordinaires des cultures populaires», *Critique*, 776-777, 48-61, 2012.

Didier Lapeyronnie, *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*. Paris: Robert Laffont, 2008.

Erwan Leccœur, *Un néo-populisme à la française. Trente ans de Front national*. Paris: éditions de La Découverte, 2003.

Christèle Marchand-Lagier, «Abstention et vote Front National en PACA: approches sociodémographique et politique de deux faits électoraux durables», in Joël Gombin et Pierre Mayance (dir.), *Droit(es) aux urnes en PACA*. Paris: l'Harmattan, 183-188, 2009.

Nonna Mayer, *Ces Français qui votent FN*. Paris: Flammarion, 1999.

François Miquet-Marty, *Les oubliés de la démocratie*. Paris: Michalon, 2011.

Caroline Monnot et Abel Mestre, *Enquête sur les réseaux du Front national*. Paris: Denoël, 2011.

Chantal Mouffe, «La ‘fin du politique’ et le défi du populisme de droite», *Revue du Mauss*, 20, 178-194, 2002.

Laurence Parisot et Rose Lapresle, *Un piège bleu Marine*. Paris: Calmann-Lévy, 2011.

Pascal Perrineau (dir.), *Les croisés de la société fermée: l'Europe des extrêmes droites*. La Tour d'Aigues: éditions de l'Aube, 2001.

Pascal Perrineau et Colette Ysmal (dir.), *Le vote de tous les refus: les élections présidentielle et législatives 2002*. Paris: Presses de Sciences Po, 2003.

Dominique Reynié, «Le tournant ethno-socialiste du Front national», *Études*, 415, 463-472, 2011.

Dominique Reynié, *Populismes: la pente fatale*. Paris: Plon, 2011.

Michel Samson, *Le Front national aux affaires: deux ans d'enquête sur la vie municipale à Toulon*. Paris: Calmann-Lévy, 1997.

Bernard Schwengler, «L'ouvrier caché : le paradoxe du vote rural d'extrême droite dans la France du Nord-Est», *Revue française de science politique*, 53, 513-533, 2003-2004.

Pierre-André Taguieff, «La rhétorique du national-populisme», *Cahiers Bernard Lazare*, 109, 19-38, 1984.

Alain Tarrius dans *La Mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*; préf. de Michel Wiewiora. Paris: Balland, 2002.

Anne Tristan, *Au Front!*. Paris: Gallimard, 1987.

Michel Wiewiorka (dir.), *La France raciste*. Paris, éditions du Seuil, 1993.
Michel Wiewiorka, *La Tentation antisémite: haine des juifs dans la France d'aujourd'hui*. Paris: Robert Laffont, 2005.

Michel Wiewiorka (dir.), *Le Peuple existe-t-il? Les entretiens d'Auxerre 2011*. Auxerre: Sciences humaines éditions, 2012.

Michel Winock (dir.), *Histoire de l'extrême droite en France*. Paris: Éditions du Seuil, 1994.

Notes

- 1 Pierre-André Taguieff, *La rhétorique du national-populisme*
- 2 Erwan Leccœur, *Un néo-populisme à la française. Trente ans de Front national*
- 3 Dans son avant-propos à un dossier de la revue *Amnis*
- 4 Annie Collowald, *Le «national-populisme» ou le fascisme disparu*
- 5 Sandra Laugier, *Vertus ordinaires des cultures populaires*, p. 61
- 6 Michel Winock, *Histoire de l'extrême droite en France*; Peter Davies, *The Extreme Right in France, 1789 to the Present. From de Maistre to Le Pen*
- 7 Dominique Reynié, *Le tournant ethno-socialiste du Front national*
- 8 Michel Wieviorka, *La France raciste*
- 9 Stéphane Hessel, *Immigrations, le devoir d'insertion: rapport du Groupe de travail Immigration*
- 10 François Dudet, *Galère : jeunes en survie*
- 11 *Le Parisien*, 20 octobre 2006
- 12 Nathalie Kosciusko-Morizet, *Le front antinational*, p. 9
- 13 Christèle Marchand-Lagier, *Abstention et vote Front National en PACA: approches sociodémographique et politique de deux faits électoraux durables*
- 14 *Rue 89*, 19 décembre 2011
- 15 *Huffington Post*, 24 janvier 2012
- 16 *Rue 89*, 18 septembre 2011
- 17 *La Voix du Nord*, 12 mars 2011
- 18 *Le Monde*, du 22 février 2012

- 19 Sortie de Jean-Marie Le Pen sur les chambres à gaz
- 20 *Libération*, 28 mars 2011
- 21 *Aujourd'hui*, 10 février 2011
- 22 *Libération*, 12 mars 2012
- 23 Laurence Parisot et Rose Lapresle, *Un piège bleu Marine*
- 24 *Le Monde*, 21 septembre 2012
- 25 Anne Tristan, *Au Front!*
- 26 *Le Figaro*, 23 juin 2012
- 27 Jour où Anders Behring Breivik tue 78 personnes
- 28 Le 19 mars 2012, Mohamed Merah tue trois enfants et un adulte juifs à l'entrée d'une école confessionnelle de Toulouse
- 29 *Le Point*, 29 juin 2012
- 30 *Libération*, 17 mars 2012
- 31 *Rue 89*, 4 avril 2012
- 32 Bernard Schwengler, *L'ouvrier caché: le paradoxe du vote rural d'extrême droite dans la France du Nord-Est*
- 33 *Libération*, 24 avril 2012
- 34 *ibid.*
- 35 *Le Progrès*, 22 mars 2011
- 36 *ibid.*
- 37 *Sud Ouest*, 22 mars 2011
- 38 Sylvain Crépon, *Enquête au cœur du nouveau FN*
- 39 *Rue 89*, 6 juin 2012
- 40 Dominique Reynié, *Populismes: la pente fatale*
- 41 *Le Monde*, 9 juin 2012
- 42 *Le Monde*, 17 mars 2012
- 43 Jérôme Fourquet, *Le sens des cartes. Analyse sur la géographie des votes à la présidentielle*
- 44 *Le Progrès*, 25 février 2011
- 45 Chantal Mouffe, *La «fin du politique» et le défi du populisme de droite»*
- 46 Le journaliste Michel Samson a assisté durant deux ans aux séances du Conseil municipal de Toulon et en a tiré un livre remarquable, le premier, comme dit son titre, sur *Le Front national aux affaires*
- 47 Pascal Perrineau, *Le vote de tous les refus: les élections présidentielles et législatives 2002*, p.207
- 48 *Le Figaro*, 24 avril 2012
- 49 *Le Monde*, 9 juin 2012
- 50 Nonna Mayer, *Ces Français qui votent FN*
- 51 Pascal Buléon et Jérôme Fourquet, *Vote Front National 1984-2002, géographies et interprétations successives: une équation politique*
- 52 Jérôme Fourquet, *op. cit.*
- 53 *Le Monde*, 25 avril 2012
- 54 Pascal Perrineau, *Les croisés de la société fermée: l'Europe des extrêmes droites*

Pour s'opposer efficacement au Front national et aux tenants de la société fermée, les bons sentiments ne suffisent pas. Mieux vaut disposer de connaissances précises, documentées et à jour.

Le Front national était extrémiste à la naissance: jusqu'à quel point l'est-il encore?

Il est généralement tenu pour populiste: mérite-t-il pleinement cet étiquetage?

Capable de parler avec un certain succès au nom des «oubliés» et des «invisibles» et ainsi de se référer à des figures sociales, le FN n'est pas seulement une force nationaliste.

Porté par la hantise de l'islam, il semble soucieux de se rapprocher des Juifs, et de s'écartier de son lourd passé antisémite – mais n'est-il pas, ici profondément ambivalent?

Ses succès politiques récents dessinent une carte de France inédite, dans laquelle les villes, et même les «banlieues» dites «difficiles» prennent leur distance avec ce parti, tandis que des pans entiers de son électorat résident aujourd'hui dans des zones périurbaines: cette tendance est-elle appelée à se renforcer?

Michel Wieviorka est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, et administrateur de la Fondation Maison des sciences de l'homme. Il a présidé l'Association internationale de sociologie de 2006 à 2010. Ses travaux, traduits dans plusieurs langues, portent notamment sur le racisme, la violence, l'antisémitisme, la diversité.



ISBN 978-1-909499-00-3
counterpoint.uk.com